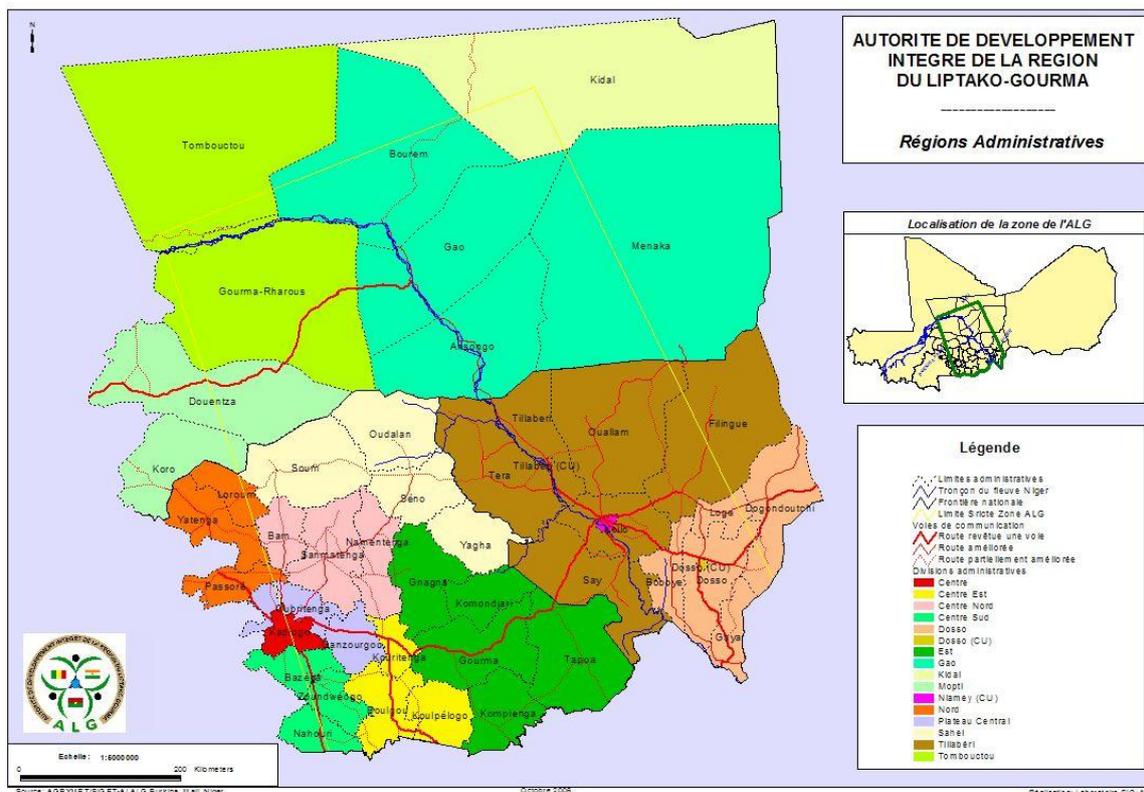


**AUTORITE DE DEVELOPPEMENT INTEGRE  
DE LA REGION DU LIPTAKO-GOURMA  
(ALG)**

-----  
**DIRECTION GENERALE**  
-----



**RAPPORT D'ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2014**

Mars 2015

## Sommaire

SIGLE ET ABREVIATION .....	i
INTRODUCTION .....	1
I. RAPPEL DES ACTIVITES RETENUES DANS LE PDA AU TITRE DE L'ANNEE 2014	2
II. ETAT D'EXECUTION DU PROGRAMME DETAILLE DES ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2014.....	46
2.1. Amélioration de la mise en œuvre des décisions et recommandations issues des instances de décision .....	46
2.2.5 Au titre de la Gestion Courante .....	65
2.3. Coopération avec les Partenaires .....	72
2.3.1 Coopération avec l'UEMOA.....	72
2.3.2 Coopération avec la CEDEAO .....	74
2.3.3 Coopération avec la Suisse.....	74
2.3.6 Diversification du Partenariat.....	76
2.4. Au Titre des Activités Ponctuelles.....	77
III. DIFFICULTES RENCONTREES ET CONCLUSION.....	83
ANNEXES.....	84
Tableau 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations et tâches de la 50 <sup>ème</sup> session du Conseil des Ministres .....	85
Tableau 2: Etat de mise en œuvre des activités programmées en 2014 au 31 décembre 2014 .....	87
Tableau 3 : Etat de mise en œuvre des activités hors programme au 31 décembre 2014.....	101

## SIGLE ET ABREVIATION

ABN	Autorité du Bassin du Niger
ABV	Autorité du Bassin de la Volta
ACMAD	African Centre of Meteorological Application for Development
ALG	Autorité de Développement Intégré de la Région du Liptako-Gourma
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BERD	Bureau d'Etudes et de Recherche pour le Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BID	Banque Islamique de Développement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CMC	Centres Multimédia Communautaires
DAO	Dossiers d'Appel d'Offre
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FKDEA	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
IED	Investissement Etranger Direct
OIG	Organisation Inter-Gouvernementale
PDA	Programme détaillé des activités
PPA	Programme prioritaire d'actions
PIB	Produit Intérieur Brut
PTI	Programme Triennal d'Investissements
TDR	Termes de référence
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africain

## INTRODUCTION

Le Programme Triennal d'Activités 2014-2016 de la Direction Générale de l'Autorité de Développement Intégré de la Région du Liptako-Gourma (ALG), a été adopté par la 50<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres tenue à Niamey, République du Niger, le 14 décembre 2013.

La tranche annuelle 2014, première année d'exécution de ce programme a été recentrée principalement autour de la mise en œuvre des réformes engagées aux lendemains des assises de 2011.

Sa mise en œuvre est planifiée comme à l'accoutumé, dans un document intitulé « Programme Détaillé des Activités (PDA) ». Outre les activités consignées dans le document de programmation, le PDA prend en compte l'exécution des tâches ou recommandations spécifiques telles que consignées dans le Communiqué final de la 50<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres.

Enfin, le PDA enregistre également certaines programmations sectorielles des départements, services rattachés et cellules dont les financements ne sont pas prévus au budget de l'exercice correspondant.

Le document ainsi élaboré tient lieu de Tableau de bord mensuel et est passé en revue hebdomadairement au cours de la réunion élargie de Direction.

Le présent rapport d'activités rend compte de l'exécution des activités inscrites au PDA 2014 au 31 décembre 2014.

Il s'articule autour des points suivants :

- Rappel des activités retenues dans le PDA au titre de l'année 2014;
- Etat d'exécution du PDA au 31 décembre 2014.

## I. RAPPEL DES ACTIVITES RETENUES DANS LE PDA AU TITRE DE L'ANNEE 2014

Les activités inscrites au PDA sont présentées mensuellement et par ordre chronologique de janvier à décembre 2014. Les tableaux ci-dessus, illustrent cette présentation.

# J a n v i e r

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
1	Elaboration des actes finaux de la 50ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Finaliser le Communiqué final	Le Communiqué final est signé	janv.-14	pm	Budget ALG	SDIRP/SP	..... ..... ..... .....
2	Elaboration des actes finaux de la 50ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Finaliser le projet de Programme d'Activités Triennal 2014-2016	Le programme d'activités 2014-2016 est validé	janv.-14	pm	Budget ALG	BCEP	..... ..... ..... .....
3	Elaboration des actes finaux de la 50ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Elaborer les projets de décision et de résolution	Les décisions et résolutions d'application sont signées	janv.-14	pm	Budget ALG	DAAF/SAJC	..... ..... ..... .....
4	Elaboration des actes finaux de la 50ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Notifier aux Etats membres leurs contributions au budget 2014	Les lettres de notification sont adressées aux Etats membres	janv.-14	pm	Budget ALG	DAAF	..... ..... ..... .....
5	Elaboration des actes finaux de la 50ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Finaliser les notes d'information	les notes sont finalisées	janv.-14	pm		SP/SDIRP	..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
6	Elaboration des actes finaux de la 50ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Finaliser le PTI 2014-2016	le PTI 2014-2016 est finalisé	janv.-14	pm		BCEP	..... ..... .....
7	50ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Produire des lettres de remerciements aux PTFs présents au Conseil	Les lettres de remerciement sont envoyées à la BIDC et au CILSS	janv.-14	pm		SP/SDIRP	..... ..... .....
8	Contribution de l'ALG à la reconstruction du Nord-Mali	Tenir la réunion de cadrage des activités à mener conjointement et inventaire des programmes et projets à caractère sous-régional	Le cadrage des activités à mener conjointement est fait ainsi que l'inventaire des programmes et projets à caractère sous-régional	janv-14		Financement conjoint ALG-EM	BCEP	..... ..... ..... .....
9	Pourvoir les postes vacants	Organiser la prise de service du Chef de personnel	le Chef de personnel a pris service	janv.-14			DAAF	..... ..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
10	Pourvoir les postes vacants	Notifier aux Etats membres la vacance des postes	Les Etats sont informés.	janv.-14	pm	Budget ALG	DAAF	..... ..... .....
11	Rencontre du Comité de désenclavement	Elaborer les termes de référence	Les termes de référence sont élaborés	janv-14			DIIM	..... .....
12	Rencontre du Comité de désenclavement	Transmettre les documents de la rencontre et les lettres d'invitation	les documents de la rencontre et les lettres d'invitation sont transmis	janv.-14			DIIM	..... ..... ..... .....
13	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	janv.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....
14	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et mis en ligne.	janv.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
15	Rencontre des Experts en charge de la programmation des Investissements	Elaborer les termes de référence	Les termes de référence sont élaborés	janv.-14	pm	Budget ALG	BCEP	..... ..... .....

# F é v r i e r

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
16	Elaboration des actes finaux de la 50ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Finaliser le compte rendu des travaux	Le compte rendu du CM est signé	févr.-14	pm	Budget ALG	SDIRP/SP	..... ..... .....
17	Elaboration des actes finaux de la 50ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Finaliser le budget gestion 2014	Le budget 2014 est approuvé	févr.-14	pm	Budget ALG	DAAF	..... ..... .....
18	Elaboration du Programme Détaillé des Activités 2014	Recenser les programmations sectorielles détaillées des départements et services	Les activités complémentaires des départements et services sont recensés	févr.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	..... ..... .....
19	Elaboration du Programme Détaillé des Activités 2014	Elaborer le Programme Détaillé des Activités	Le Programme Détaillé des Activités est validé	févr.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	..... ..... .....
20	Production du rapport d'activités du 4e trimestre 2013.	Recenser les rapports d'activités sectorielles du 4e trimestre 2013	Les rapports d'activités sectorielles du 4e trimestre 2013 sont recensés	févr.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
21	Production du rapport d'activités du 4e trimestre 2013.	Elaborer le rapport d'activités du 4e trimestre 2013	Le rapport d'activités du 4e trimestre 2013 est produit et disponible pour être exploité.	févr.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	Suivi de la mise en œuvre du PDA 2013
22	Audit Structurel	Recruter un consultant pour l'élaboration des projets de textes devant régir l'ALG	Le contrat de prestation est signé et notifié au Consultant	févr.-14	18,00		DAAF	..... ..... .....
23	Contribution de l'ALG à la reconstruction du Nord-Mali	Organiser les visites terrain en vue d'établir l'état des lieux des projets en cours et d'identifier des besoins à prendre en compte	L'état des lieux des projets en cours et l'identification des besoins à prendre en compte sont faits	févr-14		Financement conjoint ALG-EM	DG/BCEP	..... ..... .....
24	Contribution de l'ALG à la reconstruction du Nord-Mali	Organiser une rencontre d'arbitrage et de priorisation des activités et des programmes et projets	La rencontre de priorisation des activités et des programmes et projets retenus est organisée,	févr-14		Financement conjoint ALG-EM	DG/BCEP	..... ..... .....
25	Notation du personnel	Noter le personnel de la Direction Générale	les Agents sont notés au titre de l'année 2013	févr-14	pm		DAAF	..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
26	Stratégie de communication	Elaborer et publier la sollicitation de manifestation d'intérêt	la sollicitation de manifestation d'intérêt est publiée	févr.-14	8,00		SDIRP/DAAF	..... ..... .....
27	Lettres de missions	Elaborer les projets de lettres de missions	Les projets de lettres de missions sont élaborés	févr.-14	pm		DAAF/SP	..... .....
28	Lettres de missions	Notifier aux agents investis du pouvoir de notation, les lettres de missions	Les lettres de missions ont été notifiées aux agents investis du pouvoir de notation	févr.-14	pm		DG/DAAF/SP	..... ..... .....
29	Lettres de missions	Elaborer les projets de fiches d'indication des attentes des agents non investis du pouvoir de notation et leur notifier	Les projets de fiches d'indication des attentes sont élaborés et notifiés	févr.-14			Ts Chefs de Dpts et sces	..... ..... ..... .....
30	Rencontre du Comité de désenclavement	Elaborer les documents de la rencontre et les projets de lettres d'invitation	Les documents de la rencontre et les projets de lettres d'invitation sont produits	févr.-14			DIIM	..... ..... ..... .....
31	Rencontre du Comité de désenclavement	Tenir la rencontre du Comité	Le point des dossiers est fait	févr.-14	10,00		DIIM	..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
32	Suivi et supervision du programme hydraulique ALG3 volet Burkina	Réaliser les missions de suivi et de supervision du programme hydraulique ALG3	Le bilan d'exécution est établi, des recommandations sont formulées	févr.-14	1,00	Budget ALG	DIIM	..... ..... ..... .....
33	Suivi du programme de désenclavement	Elaborer des TDRs pour une étude de faisabilité de la Bretelle Dori-Tambao-Ansongo	Les TDRs sont élaborés	févr.-14			DIIM/SIC	..... ..... .....
34	Projet de Protection des Végétaux et des denrées stockées	Réaliser les missions de suivi du Projet	Les missions de suivi sont organisées	févr.-14			DDR/SAE	..... .....
35	Organiser la rencontre des Ministres en charge de la protection des végétaux	Produire les documents de la rencontre	les documents sont produits	févr.-14			DDR	..... ..... .....
36	Organiser la rencontre des Ministres en charge de la protection des végétaux	Elaborer les projets de lettres d'invitation	Les invitations sont notifiées	févr.-14		Budget ALG	DDR	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
37	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	févr.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....
38	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	févr.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....
39	Organisation des Tables Rondes de mobilisation de financement	Produire les documents de la TRBF sectorielle en imprimerie	les documents sont édités	févr.-14			Comité TR	..... ..... .....
40	Rencontre des Experts en charge de la programmation des Investissements	Elaborer les projets de lettres d'information des Etats	Les Etats et Institutions sont informés	févr.-14	pm	Budget ALG	BCEP	..... ..... .....
41	Pourvoir les postes vacants	Lancer la procédure de recrutement du SIM et de l'AI.	Le Chef SIM et l'Auditeur Interne sont recrutés	févr.-14				

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
42	Acquisition du carburant	Entreprendre des démarches auprès de la Douane et des fournisseurs de carburant en vue de l'achat du carburant,	Les démarches sont entreprises.	févr-14	9,00	Budget ALG	DAAF/SCP	..... ..... ..... .....

# M a r s

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
43	Audit Structurel	Transmettre aux Etats le rapport provisoire de l'audit structurel et les avants projets de textes devant régir l'ALG	Le rapport provisoire de l'audit et les avant projets de textes devant régir l'ALG sont transmis aux Etats membres	mars-14		Budget ALG	DAAF	..... ..... ..... .....
44	Audit Structurel	Organiser un atelier régional d'examen du rapport provisoire de l'audit structurel et des avants projets de textes devant régir l'ALG	Le rapport provisoire de l'audit et les avant projets de textes devant régir l'ALG sont amendés par les experts des Etats membres	mars-14	pm		DAAF	..... ..... ..... .....
45	Acquisition des consommables et fournitures de bureau	Etablir la liste des besoins en vue d'une consultation restreinte	La consultation restreinte est organisée et un prestataire est identifié	mars-14	7,00	Budget ALG	DAAF/SCP	..... ..... ..... .....
46	Entretien des équipements	Contractualiser l'entretien du matériel.	Le matériel est entretenu.	mars-14		Budget ALG	DAAF/SCP	..... .....
47	Elaboration des états financiers 2013	Finaliser les inventaires et écritures de fin d'exercice	Les données sont disponibles	mars-14	pm	Budget ALG	DAAF/CC	..... ..... ...

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
48	Production du rapport d'exécution budgétaire au 31 décembre 2013.	Elaborer le rapport d'exécution budgétaire au 31 décembre 2013.	le rapport d'exécution budgétaire au 31 décembre 2013 est élaboré.	mars-14	pm	Budget ALG	DAAF/CC	..... ..... .....
49	Elaboration des projets de décision relatifs à l'avancement du personnel.	Préparer les projets de décision à soumettre au DG et au PCM	Les décisions d'avancement sont signées.	mars-14	pm	Budget ALG	DAAF	..... ..... .....
50	Stratégie de communication	Constituer la short liste des prestataires	Short liste constituée	mars-14			SDIRP/DAAF	..... .....
51	Stratégie de communication	Lancer l'appel à concurrence ouvert aux trois pays membres de l'ALG	les appels d'offres sont lancés	mars-14			SDIRP/DAAF	..... .....
52	Stratégie de communication	Recruter le prestataire	Les offres sont examinées et le contrat est signé	mars-14			SDIRP/DAAF	..... ..... .....
53	Organiser la rencontre des Ministres en charge de la protection des végétaux	Elaborer les termes de référence	Les termes de référence sont élaborés	mars-14	pm	Budget ALG	DDR	..... ..... ..... ...
54	Etude de faisabilité des aménagements hydro agricoles	Organiser l'atelier de validation du rapport provisoire	le rapport provisoire est validé et le rapport définitif est rendu disponible	mars-14		Budget ALG	DDR/SAE	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
55	1ere Réunion du Comité de coordination de la lutte antiacridienne	Elaborer les termes de référence	Les termes de référence sont élaborés	mars-14			DDR	..... ..... ..... .....
56	Organiser la rencontre des Ministres en charge de la protection des végétaux	Organiser la rencontre des experts	Des propositions sont formulées aux Ministres	mars-14		Budget CR	DDR/SAE	
57	Organiser la rencontre des Ministres en charge de la protection des végétaux	Organiser la rencontre des Ministres	Des décisions sont prises en vue de la dynamisation du secteur	mars-14		Budget ALG	DDR/SAE	..... ..... ..... .....
58	1ere Réunion du Comité de coordination de la lutte antiacridienne	Elaboration des documents de la réunion	Les documents sont élaborés	mars-14	10,00		DDR	..... ..... .....
59	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	mars-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....
60	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	mars-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
61	Etude de faisabilité d'un Programme transfrontalier de récupération des terres dégradées	Organiser l'atelier de validation du programme formulé	Le programme est validé, le document de programme est rendu disponible	mars-14			DDR/SEP	..... ..... ..... .....
62	Tenue de la rencontre des Ministres en charge de l'élevage	Organiser la réunion des Experts	La réunion des Experts est organisée	mars-14	Pm	Budget ALG	DDR/BCEP	..... ..... .....
63	Programme pêche et aquaculture	Sensibiliser les Etats en vue d'inscrire le Programme dans leurs programmations	Le programme est inscrit dans les PIP des Etats	mars-14			Comité TR Pêche	..... ..... ..... .....
64	Rencontre des Experts en charge de la programmation des Investissements	Tenir la rencontre	Le PTI est mieux pris en compte dans la programmation des Etats,	mars-14	pm	Budget ALG	BCEP	..... ..... .....
65	Audit Structurel	élaboration des projets de textes devant régir l'ALG	Les avants projets de textes devant régir l'ALG sont élaborés	mars-14			DAAF	..... ..... ..... .....
66	Elaboration du plan de formation du personnel	Identifier les besoins de formation et élaborer le plan	les besoins de formation sont identifiés et le plan est élaboré	mars-14	pm	Budget ALG	DAAF/CP	..... ..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
67	Tenue de la rencontre des Ministres en charge de l'élevage	Organiser la rencontre des Ministres	Des orientations sont données	mars-14	Pm	Budget ALG	DDR/BCEP	..... ..... .....

# A v r i l

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
68	51 <sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres	Transmettre au Commissaire aux Comptes les rapports financiers et rapport d'activités 2013 de la DG.	La mission d'audit du Commissaire aux Comptes est réalisée.	avr.-14	pm	Budget ALG	DAAF/BCEP	..... ..... .....
69	Production du rapport d'activités du 1 <sup>er</sup> trimestre 2014.	Recenser les rapports d'activités sectorielles du 1 <sup>er</sup> trimestre 2014	Les rapports d'activités sectorielles du 1 <sup>er</sup> trimestre 2014 sont recensés	avr.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	..... ..... .....
70	Production du rapport d'activités du 1 <sup>er</sup> trimestre 2014.	Elaborer le rapport d'activités du 1 <sup>er</sup> trimestre 2014	Le rapport d'activités du 1 <sup>er</sup> trimestre 2014 est produit et disponible pour être exploité.	avr.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	Suivi de la mise en œuvre du PDA 2014
71	Audit Structurel	Organiser une session extraordinaire du Conseil des Ministres pour la validation du rapport provisoire de l'audit et des projets de textes amendés	Les conclusions de l'audit structurel sont validées	avr-14	7,00		DAAF	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
72	Contribution de l'ALG à la reconstruction du Nord-Mali	Réunir les partenaires autour du plan d'actions des programmes et projets en vue d'obtenir leur adhésion. et enregistrement des annonces de financement	Le plan d'actions des programmes et projets sont présentés aux partenaires et les annonces de financement sont enregistrées	avr-14		Financement conjoint ALG-EM	DG/BCEP	..... ..... .....
73	Elaboration des états financiers 2013	Elaborer les états financiers établis au 31/12/2013	Les états financiers sont disponibles	avr-14	pm	Budget ALG	DAAF/CC	..... ..... .....
74	Bulletin trimestriel d'informations « ALG Infos »	Concevoir et élaborer le bulletin trimestriel d'informations « ALG Infos »	le bulletin du 1e trimestre est produit et diffusé	avr.-14	pm	Budget ALG	SDIRP/DAAF	..... ..... .....
75	Rencontre des Services en charges de la géologie et des mines	Elaborer les termes de référence	Les termes de référence sont élaborés	avr-14			DIIM	..... ..... .....
76	Programme de développement de l'élevage	Réaliser les missions de suivi du Programme	Les missions de suivi sont organisées	avr.-14	pm		DDR/BCEP	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
77	1ere Réunion du Comité de coordination de la lutte antiacridienne	Envoi des documents de la Réunion et les lettres d'invitation aux Etats et Partenaires retenus	Les documents et lettres d'invitations sont transmis aux Intéressés	avr.-14	pm		DDR	..... ..... ..... .....
78	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	avr.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....
79	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	avr.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... ..... .....
80	Suivi des requêtes et sensibilisation des partenaires	Elaborer les termes de référence	Les termes de référence sont élaborés	avr.-14			CMR	..... .....
81	Suivi des requêtes et sensibilisation des partenaires	Elaborer les lettres d'information des partenaires techniques et financiers en vue d'un rendez vous	Les Partenaires Techniques et Financiers sont informés du programme des missions	avr.-14			CMR	..... ..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
82	Partenariat avec l'UEMOA	Mise en œuvre de la convention d'agence d'exécution 2012	La convention 2012 est mise en œuvre	avr.-14			Ts Dpts et services	..... .....
83	Partenariat avec la CEDEAO	Mise en œuvre de la convention entre ALG et CEDEAO	la convention est mise en œuvre	avr.-14	2,00		Ts Dpts et services	..... ..... ...

# M a i

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
84	Audit Structurel	Organiser des ateliers nationaux de sensibilisation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des réformes et de l'approvisionnement du Fonds de développement	Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des réformes et du Fonds de développement sont sensibilisés	mai-14	pm		DAAF	..... ..... .....
85	Fonds de développement du Liptako-Gourma	Elaboration de la Note de transmission des résultats du Conseil des Ministres au Président de la Conférence des Chefs d'Etat	Les résultats du Conseil des Ministres sont transmis au Président de la Conférence des Chefs d'Etat	mai-14	pm		C/FDA	..... ..... .....
86	Fonds de développement du Liptako-Gourma	Notification aux Etats les contributions au budget 2014 des Etats	Les Etats sont informés.	mai-14	pm		C/FDA	..... ..... .....
87	Projet de gestion intégrée des ressources et équipements pastoraux dans l'espace du forage Christine	Tenir une rencontre d'information sur l'évolution du processus de mobilisation du financement avec la Coopération Suisse	La Coopération Suisse est informée de l'évolution.	mai-14	pm	Budget ALG	DIIM	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
88	Rencontre des Services en charges de la géologie et des mines	Elaborer les documents de la rencontre et les projets de lettres d'invitation	Les invitations sont signées	mai-14			DIIM	..... ..... .....
89	Rencontre des Services en charges de la géologie et des mines	Transmettre les documents de la rencontre et les lettres d'invitation	les documents de la rencontre et les lettres d'invitation sont transmis	mai-14			DIIM	..... ..... .....
90	Suivi et supervision du programme hydraulique ALG3 volet Burkina	Réaliser les missions de suivi et de supervision du programme hydraulique ALG3	Le bilan d'exécution est établi, des recommandations sont formulées	mai-14	1,00	Budget ALG	DIIM	..... ..... .....
91	1ere Réunion du Comité de coordination de la lutte antiacridienne	Tenir la 1ere réunion du Comité de coordination de la lutte antiacridienne	La réunion est tenue,	mai-14			DDR	..... ..... .....
92	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	mai-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....
93	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	mai-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
94	Collecte des données auprès des Etats et des Institutions	Elaborer les termes de référence	Les termes de référence sont élaborés	mai-14	pm	Budget ALG	CSIG	..... ..... .....
95	Suivi des requêtes et sensibilisation des partenaires	Informers les Ambassadeurs des pays membres accrédités auprès du pays siège du partenaire	Les Ambassadeurs des pays membres accrédités auprès du pays siège du partenaire sont associés aux missions	mai-14	pm		CMR	..... ..... .....
96	Suivi des requêtes et sensibilisation des partenaires	Faire le point de la coopération actuelle ou prévisible avec chaque partenaire	Le point de la coopération est fait.	mai-14	pm		CMR	..... ..... ..... ...
97	Partenariat avec la Coopération Allemande et l'UA	Finaliser les accords de principe avec la Coopération Allemande et l'UA	Nombre de convention signé.	mai-14	5,00		Ts Dpts et services	..... ..... .....
98	Acquisition mobilier et matériel	Contractualiser l'acquisition du mobilier et matériel	le mobilier et matériel sont acquis	mai-14	9,00	Budget ALG	DAAF/SCP	..... ..... .....
99	Elaboration du plan de formation du personnel	Mettre en œuvre le plan de formation	le plan est mise en œuvre	mai-14			DAAF/CP	..... ..... .....

# J u i n

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
100	Audit Structurel	Faire ratifier le nouveau texte de droit primaire de la nouvelle ALG par les Etats membres	Le nouveau texte de droit primaire de la nouvelle ALG est ratifié	juin-14	pm		DAAF	..... ..... .....
101	Fonds de développement du Liptako-Gourma	Elaboration d'un projet d'échéancier d'approvisionnement du Fonds	le projet d'échéancier d'approvisionnement du Fonds est élaboré et approuvé par le CM extraordinaire	juin-14	pm		C/FDA	..... ..... .....
102	Rencontre des Services en charges de la géologie et des mines	Tenir la rencontre du Comité	Le point des dossiers est fait	juin-14	13,00		DIIM	..... ..... .....
103	Suivi du programme de désenclavement	Suivre la construction de la route Ouahigouya – Thiou – Frontière Mali dans le cadre de l'évaluation avec les bailleurs de fonds	La construction de la route Ouahigouya – Thiou – Frontière Mali est suivie	juin-14	1,50	Budget ALG	DIIM/SIC	..... ..... .....
104	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	juin-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
105	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	juin-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... ..... .....
106	Suivi et supervision de fin du programme élevage	Organiser la clôture du Programme	le rapport d'achèvement de la coordination régionale est produit	juin-14	Pm	Pm	DDR/BCEP	..... ..... .....
107	Collecte des données auprès des Etats et des Institutions	Elaborer les projets de lettres d'information des Etats	Les Etats et les Structures sont informés	juin-14			CSIG	..... ..... .....
108	Table ronde des Bailleurs de fonds	Organiser la mission du PCM auprès des PTF retenus pour la TR/BF.	La mission circulaire du PCM est effectuée.	juin-14		Budget ALG	PCM/DG	..... ..... .....
109	Suivi des requêtes et sensibilisation des partenaires	Réaliser les missions de suivi des requêtes et de sensibilisation des partenaires en relation avec les ambassades des pays membres accrédités auprès du pays siège du partenaire	Les conventions et accords de financement sont matérialisés	juin-14	10,00	budget ALG	CMR	..... ..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
110	Rencontre des acteurs de la coopération transfrontalière	Tenir la rencontre des Acteurs de la Coopération transfrontalière	la rencontre est organisée	juin-14	3,50		CCTD	..... ..... .....

# J u i l l e t

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
111	Production du rapport d'activités du 2e trimestre 2014.	Recenser les rapports d'activités sectorielles du 2e trimestre 2014	Les rapports d'activités sectorielles du 2e trimestre 2014 sont recensés	juil.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	..... ..... .....
112	Production du rapport d'activités du 2e trimestre 2014.	Elaborer le rapport d'activités du 2e trimestre 2014	Le rapport d'activités du 2e trimestre 2014 est produit et disponible pour être exploité.	juil.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	Suivi de la mise en œuvre du PDA 2014
113	Contribution de l'ALG à la reconstruction du Nord-Mali	Organiser des missions de mobilisation des ressources auprès des PTFs	Les ressources sont mobilisées	juil-14		Financement conjoint ALG-EM	DG/BCEP	..... ..... .....
114	Stratégie de communication	Réaliser l'étude	La stratégie de communication est disponible	juil.-14	8,00		SDIRP/DAAF	..... .....
115	Bulletin trimestriel d'informations « ALG Infos »	Concevoir et élaborer le bulletin trimestriel d'informations « ALG Infos »	le bulletin du 1e trimestre est produit et diffusé	juil.-14	pm	Budget ALG	SDIRP/DAAF	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
116	Suivi du programme hydraulique volet Niger	Suivre la requête auprès du Bailleur et du Niger	Convention de financement de l'étude de faisabilité du programme est signée	juil.-14	pm		DIIM/SHE	..... ..... .....
117	Evaluation technique, environnementale et financière de l'ouvrage de franchissement Sebba-Tera	Réaliser l'étude de faisabilité de l'ouvrage de franchissement Sebba-Tera	L'étude est réalisée	juil.-14	pm	Pm	DDR	..... ..... ..... .....
118	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	juil.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... ..... .....
119	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	juil.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... ..... .....
120	Collecte des données auprès des Etats et des Institutions	collecter les données et informations auprès des Etats membres	Les données et informations sont collectées	juil.-14	pm	Budget ALG	CSIG	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
121	Table Ronde des Bailleurs de Fonds	Tenir des Tables Rondes autour des programmes et projets validés	Table Ronde tenue, financements mobilisés	juil.-14	20,00		Comité TR	..... ..... .....
122	Acquisition matériel de transport	Contractualiser l'acquisition du matériel du transport	Le matériel de transport est acquis	juil-14	40,00	Budget ALG	DAAF/SCP	..... .....

## A o û t

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
123	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	août-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....
124	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	août-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... ..... ...

# S e p t e m b r e

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
125	51ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Elaborer le rapport d'activités 2014 à mi-parcours	Le rapport d'activités 2014 à mi-parcours est disponible	sept.-14	pm	Budget ALG	BCEP	..... ..... .....
126	51ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Elaborer la situation de l'exécution du budget 2014 à mi-parcours	Le bilan de l'exécution du budget 2014 à mi-parcours est disponible	sept.-14	pm	Budget ALG	DAAF	..... ..... .....
127	51ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Elaborer le projet de Programme Triennal d'Activités 2015-2017	Le projet de programme triennal d'activités 2014-2016 est disponible	sept.-14	pm	Budget ALG	BCEP	..... ..... .....
128	51ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Elaborer le projet de budget programme 2014-2016	Le projet de budget programme 2014-2016 est disponible	sept.-14	pm	Budget ALG	DAAF	..... ..... .....
129	51ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Produire la situation d'exécution de la tranche annuelle du PTI 2014	la situation d'exécution de la tranche annuelle du PTI 2014 est disponible	sept.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	..... ..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
130	51ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Elaborer le projet de PTI 2015-2017	Le projet de PTI 2015-2017 est disponible	sept.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	..... ..... .....
131	51ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Elaborer les dossiers spécifiques	Les dossiers spécifiques sont disponibles	sept.-14	pm	Budget ALG	Tous Départ. et sces	..... ..... .....
132	51ème session ordinaire du Conseil des Ministres	transmettre les documents et les correspondances aux Etats et aux Partenaires.	les dossiers et correspondances sont transmis.	sept.-14			SP/SDIRP	..... ..... ..... .....
133	Acquisition d'une résidence pour le Directeur Général de l'ALG.	Poursuivre les démarches pour l'obtention d'un terrain ou d'un bâtiment en location vente auprès des services compétents du Burkina.	les démarches sont entreprises.	sept-14	pm	Budget ALG	DAAF	..... ..... ..... .....
134	Projet de Protection des Végétaux et des denrées stockées	Organiser l'évaluation du Projet de protection des végétaux et des denrées stockées	Le projet PV est évalué.	sept.-14	Pm	Budget Cr	DDR/SAE	..... ..... .....
135	Programme de développement de l'élevage	Collecter la documentation sur les projets dans le secteur élevage dans la RLG	Les documents des projets nationaux sont disponibles à l'ALG	sept.-14	pm	pm	Etats membres/ALG	..... ..... ..... ...

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
136	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	sept.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....
137	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	sept.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... ..... .....
138	Collecte des données auprès des Etats et des Institutions	Exploiter les informations collectées	Le PTI est renseigné, les données sont mises à jour	sept.-14	pm	Budget ALG	CSIG	..... ..... .....

# O c t o b r e

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
139	Production du rapport d'activités du 3e trimestre 2014.	Recenser les rapports d'activités sectorielles du 3e trimestre 2014	Les rapports d'activités sectorielles du 3e trimestre 2014, sont recensés	oct.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	..... ..... ..... .....
140	Production du rapport d'activités du 3e trimestre 2014.	Elaborer le rapport d'activités du 3e trimestre 2014	Le rapport d'activités du 3e trimestre 2014 est produit et disponible pour être exploité.	oct.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	Suivi de la mise en œuvre du PDA 2014
141	Bulletin trimestriel d'informations « ALG Infos »	Concevoir et élaborer le bulletin trimestriel d'informations « ALG Infos »	le bulletin du 1e trimestre est produit et diffusé	oct.-14	pm	Budget ALG	SDIRP/DAAF	..... ..... ..... ...
142	Suivi et supervision du programme hydraulique ALG3 volet Burkina	Réaliser les missions de suivi et de supervision du programme hydraulique ALG3	Le bilan d'exécution est établi, des recommandations sont formulées	oct.-14	1,50	Budget ALG	DIIM/SHE	..... ..... .....
143	Elaboration des TDRs dans le domaine des mines	Organiser des voyages d'études en vue de formuler les TDRs	Les TDRs sont élaborés	oct.-14	pm		DIIM	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
144	Projet d'étude de création d'ateliers écoles	Suivre les démarches auprès de la BID	Le financement est mobilisé	oct.-14	1,50	Budget ALG	DIIM/SIM	..... .....
145	Projet d'étude de création d'ateliers écoles	rechercher le financement complémentaire auprès d'autres partenaires	Le financement complémentaire est mobilisé	oct.-14		Budget ALG	DIIM/SIM	..... ..... ..... ...
146	Assistance technique avec le Royaume du Maroc	Suivre les démarches auprès du Royaume du Maroc	L'Expert est mis à disposition	oct.-14		Budget ALG	DIIM/SIM	..... ..... .....
147	Elaboration des TDRs dans le domaine du palmier dattier	Organiser des voyages d'études en vue de formuler les TDRs	Les TDRs sont élaborés	oct.-14	pm		DDR/SEP	..... ..... .....
148	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	oct.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... ..... ...

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
149	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	oct.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... ..... .....

# N o v e m b r e

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
150	51ème session ordinaire du Conseil des Ministres	Tenir la 51ème session ordinaire du Conseil des Ministres à Bamako	Le Conseil des Ministres s'est tenue,	nov.-14	20,00		DG/PCM	..... ..... .....
151	Fonds de développement du Liptako-Gourma	Consultation à domicile des membres de la Conférence des Chefs d'Etat	Les membres de la Conférence des Chefs d'Etat se sont concertés	nov-14	pm		C/FDA	..... ..... .....
152	Outils de communication (Calendriers, cartes de vœux)	Concevoir les supports d'information et de communication	les supports sont conçus et distribués	nov.-14		Budget ALG	SDIRP/DAAF	..... ..... .....
153	Suivi du programme hydraulique volet Niger	Suivre la requête auprès du Bailleur et du Niger	Convention de financement de l'étude de faisabilité du programme est signée	nov-14	pm		DIIM/SHE	..... ..... .....
154	Projet d'amélioration de la navigabilité du fleuve Niger de Tombouctou à Gaya	Suivre la requête auprès de la BOAD	le financement est mobilisé	nov-14	pm		DIIM/SHE	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
155	Programme prioritaire de routes secondaires Inter Etats	Suivre les requêtes auprès des Bailleurs	le financement est mobilisé	nov-14			DIIM/SIC	..... ..... .....
156	Programme de promotion des énergies renouvelables	Suivre la requête auprès des partenaires	le financement est mobilisé	nov-14			DIIM	..... ..... .....
157	Suivi du programme de désenclavement	Suivre le projet du chemin de fer des mines	le projet du chemin de fer des mines est suivi	nov-14	1,50	Budget ALG	DIIM/SIC	..... ..... .....
158	Programme de développement de l'élevage	Produire un rapport de synthèse servant de base pour les études de faisabilité d'une seconde phase du PDELG	le rapport est produit	nov.-14		pm	DDR	..... ..... ..... .....
159	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	nov.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
160	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	nov.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....
161	Partenariat avec l'UEMOA	Poursuivre la mise en œuvre des conventions signées	Les Conventions sont mise en œuvre	nov.-14			Ts Dpts et services	..... .....
162	Partenariat avec l'UEMOA	Poursuivre les démarches en vue de mobiliser d'autres financements auprès de l'UEMOA	Des financements sont mobilisés	nov.-14			Ts Dpts et services	..... ..... .....
163	Partenariat avec l'UEMOA	Préparation de la convention 2014	la convention 2014 est signée	nov.-14			Ts Dpts et services	..... .....
164	Partenariat avec la Coopération Suisse	Intensifier les démarches auprès de la Coopération Suisse en vue de finaliser les accords de principe	Nombre de convention ou d'accord signés	nov.-14	3,00		Ts Dpts et services	..... ..... .....
165	Partenariat avec le CILSS	Finaliser les accords de principe avec le CILSS	Nombre de projets conjointement mis en œuvre	nov.-14			Ts Dpts et services	..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
166	Partenariat avec les OSC	Poursuivre les contacts avec OSC	Nombre de rencontres organisé conjointement	nov.-14			Ts Dpts et services	..... .....
167	Partenariat avec l'ABN	Poursuivre la concertation avec l'ABN	Les accords de partenariat avec l'ABN sont mis en œuvre	nov.-14	pm	Budget ALG	DIIM/SHE	..... ..... .....
168	Partenariat avec l'ABV	Identifier les domaines de partenariat	Domaine identifié	nov.-14	pm		DIIM/SHE	..... .....
169	Partenariat avec la FAO	Finaliser le programme de coopération technique (PCT) en matière de sécurité alimentaire	Le PCT est signé	nov.-14	pm		DAAF	..... ..... ..... .....
170	Réalisation de l'étude diagnostique des initiatives locales de coopération transfrontalière,	Rechercher le financement pour la réalisation de l'étude diagnostique	le financement est mobilisé.	nov.-14	pm	Budget ALG	CCTD	..... ..... .....
171	Projet de gestion intégrée des ressources et équipements pastoraux dans l'espace du forage Christine	Mobiliser le financement complémentaire pour la mise en œuvre du projet	le financement complémentaire est mobilisé,	nov-14	pm	Budget ALG	DIIM	..... ..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
172	Projet de gestion intégrée des ressources et équipements pastoraux dans l'espace du forage Christine	Poursuivre la démarche en vue d'élaborer des documents de projets au Mali et au Niger	Les documents de projet volets Mali et Niger sont élaborés	nov-14	pm	Budget ALG	DIIM	..... ..... ..... .....

# D é c e m b r e

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
173	Production du rapport d'activités du 4e trimestre 2014.	Elaborer le rapport d'activités du 4e trimestre 2014.	Les rapports d'activités sectorielles du 4e trimestre 2014 sont recensés	déc.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	..... ..... ..... .....
174	Production du rapport d'activités du 4e trimestre 2014.	Elaborer le rapport d'activités du 4e trimestre 2014.	Le rapport d'activités du 4e trimestre 2014 est produit et disponible pour être exploité.	déc.-14	pm	Budget ALG	BCEP/SS	Suivi de la mise en œuvre du PDA 2014
175	Organisation de la Conférence extraordinaire des Chefs d'Etat	Organiser la Conférence extraordinaire des Chefs d'Etat sur le résultat de l'audit et de la Table Ronde	La Conférence extraordinaire des Chefs d'Etat est tenue	déc-14	15,00	Budget ALG	DAAF	..... ..... .....
176	Contribution de l'ALG à la reconstruction du Nord-Mali	Mettre en œuvre les projets et programmes retenus.	Les Unités nationale de Gestion de projet ainsi l'Unité de coordination régionale sont opérationnelles,	déc-14		Financement conjoint ALG-EM	BCEP	..... ..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
177	Contribution de l'ALG à la reconstruction du Nord-Mali	Evaluer la mise en œuvre du plan d'action	le point de l'état d'avancement et le niveau d'atteinte des objectifs est fait,	déc-14		Financement conjoint ALG-EM	BCEP	..... ..... ..... .....
178	Bulletin trimestriel d'informations « ALG Infos »	Concevoir et élaborer le bulletin trimestriel d'informations « ALG Infos »	le bulletin du 3e trimestre est produit et diffuse	déc.-14		Budget ALG	SDIRP/DAAF	..... ..... ..... .....
179	Projet d'aménagements hydro agricoles	Rechercher le financement pour la réalisation du projet	Le financement est mobilisé	déc.-14		Budget ALG	DDR/SAE	..... ..... ..... .....
180	Programme transfrontalier de récupération des terres dégradée	Rechercher le financement pour la réalisation du programme	Le financement est mobilisé	déc.-14			DDR/SEP	..... ..... ..... .....
181	Programme de sécurité alimentaire avec la FAO	Formuler le programme de sécurité alimentaire dans la RLG	Le programme est formulé	déc.-14	9,50	FAO/ALG	DDR	..... ..... ..... .....

N°	Intitulé de la tâche et/ou objet de l'activité	Consistance de la tâche et/ou de l'activité	Résultats attendus	Période et lieu	Coût (millions F CFA)	Sources de financement	Structures responsables	Observation
182	Evaluation technique, environnementale et financière de l'ouvrage de franchissement Sebba-Tera	Rechercher le financement pour la réalisation de l'ouvrage de franchissement Sebba-Tera	Le financement est mobilisé.	déc.-14	pm	Pm	DDR	..... ..... .....
183	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Collecter les informations auprès des Etats membres	Les informations sont collectées	déc.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... .....
184	Elaboration du bulletin mensuel sur la situation phytosanitaire dans la RLG.	Produire et diffuser le bulletin phytosanitaire	Le bulletin phytosanitaire est régulièrement produit et diffusé auprès des Etats membres et des partenaires.	déc.-14	pm	Budget ALG	SAE/SDIRP	..... ..... ..... .....

## II. ETAT D'EXECUTION DU PROGRAMME DETAILLE DES ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2014

Conformément à la nomenclature du programme d'activités, le PDA est exécuté suivant quatre grands axes d'intervention :

1. l'amélioration du niveau de mise en œuvre des décisions et recommandations issues des instances de décision ;
2. l'évaluation du niveau d'atteinte des résultats intermédiaires pour les projets en cours ;
3. l'amélioration du niveau de mobilisation des ressources à travers la mise en œuvre de la stratégie de communication et de mobilisation des ressources (conditions indispensables à la mise en œuvre des nouveaux projets et programmes) ;
4. le renforcement et la diversification du partenariat avec les autres Organisations et Institutions.

Pour sa mise en œuvre, du reste pour ce qui est des activités programmées, les Etats s'étaient engagés à mettre à la disposition de la Direction générale au plus tard le 31 mars 2014, leurs contributions au budget de fonctionnement et d'équipement de l'ALG. A la date du 31 décembre 2014, les ressources attendues des Etats au titre des exercices 2013 et 2014, ne sont toujours pas recouvrées en intégralité. Au moins 227 millions de F CFA sont toujours attendus, ce qui n'a pas été sans conséquence sur la mise en œuvre des activités planifiées et autorisées par le Conseil des Ministres.

### 2.1. Amélioration de la mise en œuvre des décisions et recommandations issues des instances de décision

Les actes finaux de la 50<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres ont été produits et validés. Quant aux recommandations et tâches spécifiques, elles étaient relatives à l'organisation d'un Conseil extraordinaire des Ministres autour de l'Audit Structurel, ensemble ses textes d'application, à l'implication de l'ALG au processus de reconstruction des régions du Nord du Mali, au positionnement de l'ALG pour bénéficier des fonds spéciaux et, à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication.

### 2.1.1 Audit Structurel

En rappel, le Conseil des Ministres avait instruit la Direction Générale de l'ALG de soumettre à son examen courant avril 2014, le rapport de l'Audit Structurel, les textes d'applications et le règlement intérieur relu du Fonds de développement. La session ministérielle devrait être précédée d'une réunion préparatoire des experts.

Pour mieux assurer une cohérence entre le rapport provisoire produit en fin 2013 et l'ensemble des textes d'application, le Cabinet CIECAM, qui avait eu à produire le rapport provisoire a été recruté au cours du premier trimestre 2014 pour poursuivre l'élaboration des textes ci-après:

- avant projet de texte portant création de la nouvelle ALG ;
- avant projet de texte relatif à l'organisation du Secrétariat exécutif ;
- avant projet de texte relatif au statut du personnel ;
- avant projet de texte relatif au règlement financier de l'ALG ;
- avant projet de texte relatif au Conseil des Ministres ;
- avant projet de texte relatif au fonds de développement.

Au 31 décembre 2014, tous les avant-projets de textes ont effectivement été produits et soumis à l'appréciation préalable de l'ALG. Ainsi, quatre (4) ateliers internes d'examen des différents projets de documents ont été organisés au cours des mois d'avril, mai et décembre 2014.

Les contributions de l'ALG ont été reversées au Consultant pour leur prise en compte. Malheureusement, l'exercice n'a pu être conduit à terme pour des raisons essentiellement de trésorerie. En effet, tout le processus décrit plus haut y compris les honoraires du Cabinet d'études a été prévu sur les budgets gestion 2013 et 2014 qui ne sont toujours pas bouclés.

Une note spécifique a été produite à l'attention du Conseil des Ministres à titre de compte rendu et proposant un nouvel échéancier.

### 2.1.2 Implication de l'ALG au processus de reconstruction des régions du Nord du Mali

Depuis l'instruction de la 49<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres, plusieurs initiatives ont été développées en relation avec les autorités maliennes, notamment celles en charge de la planification. L'objectif visé, est de positionner l'ALG à travers ses programmes et projets à caractère sous-régional, comme un des acteurs clés de la reconstruction des régions du Nord du Mali et bénéficiaire potentiel des financements annoncés à cet effet, notamment, ceux destinés au « Programme Sahel ».

Ainsi, après une série d'entretiens avec les autorités maliennes, l'ALG a soumis courant janvier 2014 aux autorités maliennes :

- un Tableau récapitulatif de son portefeuille de programmes, projets et études au nombre de quinze (15) pouvant intéresser la reconstruction des Régions du Nord du Mali ;
- un Plan d'actions.

En exécution du plan d'actions, une mission conjointe ALG/Etat Malien de suivi-évaluation du portefeuille de projets de l'ALG au Mali a été organisée du 27 avril au 09 mai 2014 avec pour objectif de :

- passer en revue les programmes et projets de l'ALG en cours d'exécution au moment de la crise ;
- juger de la pertinence des programmes et projets de l'ALG dans le contexte de la relance des activités au Nord du Mali ;
- proposer les conditions de reprise des activités et ;
- identifier de nouvelles idées de programmes et projets pouvant participer à la reconstruction des régions du Nord du Mali.

La réalisation de la mission conjointe a tout d'abord permis aussi bien à l'ALG qu'à l'Administration malienne de mieux connaître les régions du Nord du Mali et surtout d'appréhender objectivement les difficultés auxquelles les populations sont confrontées dans leur vécu quotidien.

Ensuite la mission a servi de cadre d'évaluation d'une part, de l'état de mise en œuvre des programmes et projets ALG en cours ou interrompus aux lendemains de la crise et, d'autre part, des effets et impacts attendus par les populations bénéficiaires. Il s'agit : i) du Programme de Développement de l'Élevage dans la Région du Liptako-Gourma; (ii) du Projet d'Aménagement et Bitumage de la Route Bandiagara-Wô-Bankass-Koro- Frontière du Burkina Faso et (iii) du Projet de renforcement des Moyens de Protection des Végétaux et des Denrées Stockées dans la Région du Liptako-Gourma.

Enfin, elle a permis de se rassurer de la pertinence des actions en cours et de celles envisagées pour appuyer la reconstruction des régions du Nord du Mali.

A la fin de la mission, un plan d'action a été élaboré en vue de l'achèvement des activités des programmes et projets en cours, de même qu'un rapport a été établi et qui pourrait servir de base pour un plaidoyer et une

sensibilisation des Partenaires Techniques et Financiers autour des programmes et projets proposés.

L'ALG reste toujours en attente d'une réaction du côté malien pour la poursuite des activités entrant dans ce cadre.

### **2.1.3 Positionnement de l'ALG pour bénéficier des Fonds Spéciaux**

#### *2.1.3.1 Avec la CEDEAO*

Sur invitation du Président de la Commission de la CEDEAO, l'ALG a participé le lundi 26 mai 2014 à Abuja, en République Fédérale du Nigéria, à la rencontre de concertation de haut niveau sur la Stratégie Sahel de la CEDEAO.

Cette rencontre avait pour objectif d'examiner, sous le leadership de l'Afrique de l'Ouest, les modalités d'une réponse coordonnée aux défis sécuritaires et de développement du sahel, en vue d'assurer une cohérence et une complémentarité des différentes initiatives qui y sont menées. A l'issue de la rencontre, la CEDEAO a été confirmée comme cadre de référence pour fédérer les initiatives en direction du sahel.

En marge de la rencontre, l'ALG a eu le privilège d'avoir été reçue en audience par le Président de la Commission.

La participation de l'ALG au plus haut à la réunion de concertation sur la Stratégie de la CEDEAO pour le Sahel a été bénéfique en plusieurs points, notamment :

- la prise en compte de l'ALG en tant que membre à part entière de la Plateforme de coordination pour la mise en œuvre de la Stratégie ;
- la sollicitation du Président de la Commission de la CEDEAO pour que l'ALG présente des projets et programmes à intégrer dans la Stratégie ;
- le renforcement de la coopération entre l'ALG et la CEDEAO pour faire de l'ALG une agence d'exécution de la CEDEAO dans d'autres secteurs de développement.

Dès juin 2014, l'ALG a soumis au Président de la Commission de la CEDEAO, sa contribution à l'élaboration de la Stratégie. En réponse la CEDEAO a dépêché auprès de l'ALG courant juillet 2014, une mission de travail en vue d'approfondir la réflexion. Le plan d'actions de la stratégie

ainsi élaboré avec la participation de l'ALG, a été présenté à la troisième réunion de Concertation Internationale sur le Sahel, tenue le 9 octobre 2014 à Washington, en marges des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI.

L'ALG a participé à ladite réunion qui a apprécié les efforts fournis par la CEDEAO pour élaborer un document de qualité en un temps record. Relativement au plan d'actions, les représentants de certains Etats, membres du G5, ont souhaité qu'avant toute adoption ou éventuelles annonces d'accompagnement de la part des Partenaires techniques et financiers, une rencontre de concertation et de mise en cohérence entre les initiatives développées dans le cadre du G5 et de la Stratégie de la CEDEAO soit organisée.

Notons que l'ALG attend toujours d'être invitée aux rencontres initiées dans le cadre du G5 dont font partie ses trois (3) pays membres.

#### *2.1.3.2 Avec la France*

Le 4 juillet 2014, l'Ambassadeur de France au Burkina Faso a informé le Directeur Général de l'ALG de la volonté de la France d'élaborer un Projet d'Appui à la Coopération transfrontalière au Sahel qui prend en compte les thématiques : sécurité et développement au regard des défis sécuritaires auxquels la Région est également confrontée.

Aussi a-t-il émis le vœu, sur recommandation des Chefs d'Etat des trois (3) pays, de voir l'ALG accompagner la mise en œuvre du projet du fait qu'elle est l'opérateur historique et incontournable pour le développement de l'espace transfrontalier de sa zone d'intervention.

#### *2.1.4 Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication*

Dans la perspective d'un nouveau départ pour relever les défis, le Conseil des Ministres lors de sa 49<sup>ème</sup> session ordinaire, après examen des termes de référence, a approuvé le projet d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de communication à partir de 2014.

Le dossier d'appel à candidature pour le recrutement d'une expertise en la matière a été élaboré en interne. Le processus a été mis en veilleuse en

attendant le recouvrement intégral des contributions des Etats au budget de fonctionnement de l'ALG.

La reprogrammation sera faite en 2015 sur ressources attendues au titre de l'année 2014.

## 2.2 Evaluation du Niveau d'Atteinte des Résultats Intermédiaires des Projets et Programmes en Cours

### 2.2.1 Dans le domaine du développement rural

#### 2.2.1.1 *Organiser la mission de suivi-supervision du Projet de Renforcement des Moyens de Protection des Végétaux et des Denrées Stockées*

La mission de suivi-supervision du projet s'est déroulée au cours du mois de février 2014. Les résultats de la mission ont permis d'actualiser les documents de travail de la rencontre des Ministres en charge de la Protection des Végétaux et des Denrées Stockées.

#### 2.2.1.2 *Organiser la rencontre des Ministres en charge de la Protection des Végétaux et des Denrées Stockées dans la Région du Liptako-Gourma*

La deuxième rencontre des Ministres en charge de la Protection des Végétaux des pays membres de l'ALG, s'est tenue le 03 avril 2014 à Niamey, en République du Niger.

La rencontre a été précédée de celle préparatoire des experts les 01 et 02 avril 2014. La rencontre des experts a servi de cadre pour dresser le bilan de mise en œuvre du projet au niveau des trois pays et, formuler des recommandations.

Il ressort du bilan que le Burkina Faso enregistre un taux de réalisation physique et financière respectivement de 93% et 60,39% ; le Mali 54% et 48,31%, le Niger, 100% tant au plan physique que financier.

Au regard de ses performances (bonne exécution physique et financière), le Niger a bénéficié de l'utilisation du reliquat des ressources allouées au projet pour un montant de 567 047 500 F.CFA.

Quant à la session ministérielle, elle a adopté le rapport des experts et recommandé :

- la prorogation du délai de décaissement au 31 décembre 2014 de l'ensemble du projet pour achever les composantes en cours et bénéficier de l'utilisation des crédits nécessaires à l'évaluation finale du projet ;
- l'élaboration d'un second projet qui devra consolider les acquis, couvrir les composantes insuffisamment prises en compte dans le premier projet, en ayant à l'esprit la décision des Chefs d'Etat relative à l'élargissement du champ d'intervention de l'ALG à l'horizon 2015 ;
- la dynamisation du Comité technique de coordination de la lutte antiacridienne en vue d'une meilleure mutualisation des moyens dont dispose chaque Etat pour faire face de manière plus efficace à la menace acridienne qui est permanente dans la région ;
- l'exploitation des nouvelles opportunités offertes par le G5 pour le financement des projets et programmes de l'ALG.

En vue de faciliter le traitement des dossiers en instruction à la BADEA et dans la perspective de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'un second projet, les Ministres ont souhaité qu'une mission de sensibilisation soit organisée auprès du Bailleurs de Fonds (BADEA), sous la conduite d'un des Ministres en charge de la Protection des Végétaux.

L'ALG a engagé les démarches dans ce sens et le rendez-vous à la BADEA a été fixé au 27 octobre 2014, puis reportée en début d'année 2015. La délégation de l'ALG auprès de la BADEA sera conduite par le Ministre en charge de l'Agriculture de la République du Niger.

Relativement à l'élaboration d'un second programme, l'ALG centralise les projets nationaux des Etats membres en vue du recrutement futur d'un Consultant pour réaliser l'étude de faisabilité.

### *2.2.1.3. Organiser la réunion du Comité de Coordination de la lutte antiacridienne*

La rencontre, s'est tenue à Ouagadougou du 02 au 04 juillet 2014 avec pour objectifs de promouvoir la sécurité alimentaire dans la Région du Liptako-Gourma à travers des actions de prévention des attaques des nuisibles des cultures, notamment la mutualisation des moyens dont dispose chaque pays pour faire face de manière plus efficace à la menace acridienne qui est permanente dans la sous région.

La rencontre a permis de :

- faire le point de la mise en œuvre du Projet d'Urgence de Lutte contre le Criquet Pèlerin en Afrique ;
- dresser le bilan de la Campagne 2013-2014 en matière de Lutte Anti acridienne ;
- d'examiner le Programme d'Activités de Lutte Antiacridienne pour la Campagne Agricole 2014-2015 ;
- d'échanger sur les préoccupations issues des rencontres précédentes.

Relativement au dernier point, il s'est agit particulièrement des préoccupations sur :

- la Collaboration transfrontalière entre les équipes de prospection et d'intervention des pays membres de l'ALG ;
- la mutualisation des Moyens d'Intervention et Synergie d'Actions pour faire face au fléau acridien et autres préoccupations phytosanitaires dans la sous région ;
- le financement des Réunions du Comité Technique de Coordination de la Lutte Antiacridienne.

A l'issue des travaux les participants recommandent :

#### Aux Etats

- de prendre en compte la composante « Lutte contre le Criquet Pèlerin » dans la formulation du nouveau projet de Protection des Végétaux ;
- de favoriser l'échange d'expériences en matière de lutte contre les oiseaux granivores, la chenille mineuse de l'épi de mil, la mineuse de la tomate,
- les mouches des fruits et d'élimination des contenants vides, de décontamination des sols et de destruction des pesticides obsolètes ;
- de transmettre régulièrement à l'ALG les bulletins phytosanitaires mensuels ;
- de communiquer à l'ALG les informations sur les services des zones frontalières devant faire l'objet de constitution de brigades mixtes transfrontalières de la lutte antiacridienne ainsi que les noms des techniciens ;

## A L'ALG

- de proposer un cadre réglementaire de collaboration transfrontalière en matière de lutte antiacridienne ;
- d'envoyer les bulletins mensuels aux services des trois pays ainsi qu'aux Ministres, par voie électronique ;
- de prendre contact avec la Commission de Lutte contre le Criquet Pèlerin dans la Région Occidentale (CLCPRO) en vue de sa participation aux travaux de la Commission en qualité d'observateur ;
- d'organiser, en cas de crise, la mutualisation des moyens disponibles (techniciens, logistiques, aéronefs et pesticides) dans les pays.

Faisant sienne la dernière recommandation, l'ALG a organisé le 17 octobre 2014, à la demande des autorités du Burkina Faso, une réunion extraordinaire du Comité de Coordination de la lutte antiacridienne.

La rencontre a permis de prendre des mesures appropriées pour faire face à l'invasion d'oiseaux granivores de l'espèce Queléa Queléa dans la province du Soum, au Burkina Faso.

Un rapport de la rencontre a été produit et l'ALG est à la mise en œuvre des recommandations notamment celle relative au plan d'urgence élaboré par la réunion.

### *2.2.1.4 Etudes de faisabilité des aménagements hydroagicoles dans la Région du Liptako-Gourma*

Les clauses de la Convention de financement ont prévu une étude en deux phases : l'Avant Projet Sommaire (APS) et l'Avant Projet Détaillé (APD). Sur cette base, un Consultant a été recruté en vue de l'élaboration de l'APS.

Le rapport d'APS a été produit et a fait l'objet d'une validation au cours d'un atelier régional tenu les 22 et 23 avril 2014 à Tenkodogo, dans la région de l'Est, au Burkina Faso.

Le rapport définitif de l'APS intégrant les amendements de l'atelier régional, a été élaboré et ventilé au niveau des Etats. L'ALG quant à elle, a élaboré des termes de références en vue du recrutement d'un Consultant pour réaliser la seconde phase de l'étude.

Une requête de financement a été adressée à la BID pour solliciter son accompagnement.

#### *2.2.1.5 Formuler un Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la Région du Liptako-Gourma*

Sur cofinancement avec la FAO, l'ALG a entrepris, conformément aux instructions de la 45<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres tenue en novembre 2008, à Ouahigouya (Burkina Faso), la formulation du programme cité en objet.

L'équipe de consultants proposée par la FAO a été recrutée et les missions terrain de collecte de données se sont déroulées entre le 06 et le 25 octobre 2014 dans les trois pays.

Le projet de rapport provisoire du Programme ainsi formulé, a été déposé à l'ALG le 15 décembre 2014. Il sera reproduit, mis à la disposition des Etats en vue de l'organisation de l'atelier régional de validations courant 2015.

#### *2.2.1.6 Organiser la rencontre des Ministres en charge du Programme de Développement de l'Élevage dans la Région du Liptako-Gourma*

La 2<sup>ème</sup> rencontre des Ministres en charge de l'élevage des pays membres de l'ALG, après plusieurs reports, s'est tenue les 13, 14 et 15 mars 2014, à Ouagadougou, au Burkina Faso.

La rencontre a décidé entre autres, de la clôture du Programme de Développement de l'Élevage dans la Région du Liptako-Gourma et de l'élaboration d'un second programme qui tienne compte de l'orientation des Chefs d'Etat relative à l'élargissement du Champ d'intervention de l'ALG. Un chronogramme d'activités a été adopté à cet effet.

Par ailleurs, la réunion ministérielle a pris acte des avancées réalisées par l'ALG dans le cadre du Programme régional de gestion intégrée des ressources et équipements pastoraux en zones transfrontalières et, a donné des orientations pour la réalisation de l'Ouvrage de franchissement entre Sebba (Burkina Faso) et Bangaré (Niger).

Relativement au dernier point, au regard de la complexité de l'ouvrage, les Ministres en charge de l'Élevage ont suggéré que les ministères burkinabè et nigérien en charge de l'équipement soient saisis du dossier en vue de son traitement diligent.

### *2.2.1.7. Organiser la clôture du Programme de développement de l'élevage et l'élaboration d'un nouveau programme*

Conformément aux instructions de la 2<sup>ème</sup> rencontre des Ministres en charge de l'élevage des pays membres de l'ALG, un projet de rapport d'achèvement du Programme sur financement BID, a été produit et envoyé aux Etats pour amendements et enrichissement. Les réactions ont été enregistrées et la Direction Générale a finalisé ledit rapport.

Relativement à l'élaboration d'un nouveau Programme de développement de l'élevage dans la Région du Liptako-Gourma, sur la base des documents nationaux envoyés par les Etats, une synthèse a été élaborée par la Direction Générale pour servir de base à une étude de préfaisabilité. Ce document a été examiné au cours d'un atelier régional tenu les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2014 en même temps que le projet de termes de référence en vue du recrutement d'un consultant pour réaliser l'étude de faisabilité du second Programme.

L'atelier a amendé les termes de référence pour le recrutement du Consultant et a recommandé aux Etats de revoir leurs projets nationaux en tenant compte de l'élargissement de la zone d'intervention de l'ALG en 2015. L'ALG a été invitée à réorienter son document de synthèse dans ce sens. Enfin, un nouvel échéancier d'élaboration du second programme a été adopté et prévoyait la tenue d'un second atelier de validation du document de synthèse.

Au 31 décembre 2014, le nouveau document de synthèse a été élaboré. Parallèlement, les termes de référence amendés pour le recrutement d'un Consultant ont été soumis à la BID pour solliciter son accompagnement pour la réalisation de l'étude de faisabilité. En rappel, les Etats se sont engagés à accompagner les efforts du partenaire par la prise en charge de l'atelier de validation.

### *2.2.1.8 Réaliser l'étude de faisabilité d'un Programme transfrontalier de préservation des terres de cultures et de récupération des terres dégradées*

Pour rappel, le Consultant BERD a été recruté en décembre 2012 pour réaliser l'étude. Un rapport diagnostic a été produit en 2013 et a fait l'objet d'un atelier régional de restitution et de validation les 29 et 30 août 2013 à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Ledit rapport validé a été envoyé aux parties prenantes. Cependant, suite à des écueils administratifs, le délai de fin juillet 2014 prévu pour déposer le rapport provisoire de faisabilité du programme n'a pu être respecté. Une

rencontre du Comité de pilotage avec le Consultant en octobre 2014, a permis d'élaborer un chronogramme de finalisation de l'étude pour courant janvier 2015.

#### *2.2.1.9 Réaliser l'étude de faisabilité d'un projet de promotion de la culture du dattier dans la Région du Liptako-Gourma*

La 47ème Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'ALG tenue le 10 novembre 2010 à Niamey (Niger) a salué l'initiative de promotion de la culture du dattier dans la Région du Liptako –Gourma fortement menacée par les changements climatiques.

L'objectif global du projet est de contribuer à consolider la résilience des communautés de la Région du Liptako-Gourma.

En particulier, la mise en œuvre de ce projet pourrait contribuer à la reconstruction des régions du Nord du Mali. Les termes de référence de l'étude ont été élaborés à cet effet en 2014.

#### *2.2.1.9 Elaborer le bulletin mensuel de la situation phytosanitaire*

Le bulletin mensuel a été régulièrement produit et mis en ligne durant toute la période de référence.

### **2.2.2 Dans le Domaine de l'Hydraulique et de l'Energie**

#### *2.2.2.1. Programme d'hydraulique ALG Burkina : Projet d'aménagements hydroagricoles du Liptako-Gourma phase III Extension (AHA-ALG-IIIIE)*

Le projet est en cours d'exécution et permettra à terme de réaliser quatre barrages et 292 ha de périmètres irrigués. Au cours de la période de référence, l'ALG a participé à trois (3) rencontres de suivi de l'état d'exécution du projet. Il s'agit de :

- la 5<sup>ème</sup> réunion de chantier relative à l'exécution des travaux de construction des barrages et des périmètres irrigués de Ganzandouré, de Gourgou et de Ziou, qui s'est déroulée du 30 au 31 janvier 2014 ; qui a permis de faire au niveau de chaque site :

- la situation des moyens humains et matériels déployés sur le terrain ;
  - l'état d'avancement des travaux en date ;
  - le point de l'évolution des recommandations et suggestions formulées lors de la réunion préparatoire.
- la 5<sup>ème</sup> session ordinaire du Comité de pilotage du projet qui s'est tenue du 6 au 7 mars 2014, à Tenkodogo. Cette session a permis d'examiner et d'adopter le Rapport provisoire annuel d'activités et de budget de la gestion 2013, d'examiner l'état de mise en œuvre des recommandations et de formuler de nouvelles recommandations pour accélérer les travaux.
  - la neuvième réunion de chantier relative à l'exécution des travaux de construction des barrages et des périmètres irrigués de Gourgou et de Ziou le 30 mai 2014.

Cette réunion a permis de faire :

- la situation des moyens humains et matériels déployés sur le terrain ;
- l'état d'avancement des travaux en date ;
- le point de l'évolution des recommandations et suggestions formulées lors de la dernière réunion de chantier ;
- l'évaluation des mesures prises par les entreprises en vue du respect des délais.

Enfin, l'ALG a participé le 26 septembre 2014, à la réception provisoire administrative du barrage de Ziou.

#### *2.2.2.2. Programme d'hydraulique ALG Niger*

Le processus de formulation du Projet d'Hydraulique Villageoise et Pastorale, ALG III, volet Niger, est en recherche de financement en vue des études technico économiques et d'impact environnemental.

La préoccupation a été prise en compte dans la loi des finances 2014, pour un montant de 150 000 000 FCFA. Toutefois, courant juin 2014 à la faveur de la mission de suivi des dossiers au niveau des Etats, l'ALG a été informée qu'à la demande de la BOAD, le processus sera fusionné avec celui du Programme 1000 points d'eau dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

Le programme 1000 points d'eau est une initiative du Président de la République du Niger que la BOAD accompagne. Un avis à manifestation d'intérêt a été élaboré et transmis à la BOAD par le biais du Ministère en charge du Plan, pour recueillir son avis de non objection.

#### *2.2.2.3. Programme d'hydraulique pastorale : Projet de Gestion Intégré des Ressources et Équipements Pastoraux en zones transfrontalières*

La composante Burkina du projet a été formulée avec le concours financier du Bureau local de la Coopération Suisse. Les deux autres pays ont été invités à exprimer leurs préoccupations en la matière en vue de l'élaboration du programme régional.

Faisant suite à la requête de financement de l'ALG relative à la mise en œuvre de la composante Burkina de ce Projet, une réunion entre les deux parties a eu lieu le mardi 04 février 2014 dans les locaux du bureau de la Coopération Suisse au Burkina Faso. A l'occasion, la Coopération Suisse a informé l'ALG qu'elle contribuait pour la période 2015-2017 à la mise en œuvre du projet, pour un montant prévisionnel de deux millions cinq cent milles francs suisse (**soit environ un milliard trois cent millions de FCFA**).

Il appartient à l'ALG d'intéresser d'autres partenaires à ce projet afin de boucler le budget.

Une deuxième réunion de concertation entre les deux parties a eu lieu le 27 mai 2014 dans les locaux du bureau de la Coopération Suisse au Burkina Faso pour faire le point sur la mobilisation des financements concernant ce projet.

A ce jour, le financement mobilisé est d'environ 25% dont 13% au titre de la Coopération Suisse, et 11% au titre des contributions de l'Etat burkinabé et des bénéficiaires. Le reste à mobiliser est d'environ 9 milliards soit 75% à rechercher auprès d'autres partenaires.

#### *2.2.2.4 Programme de promotion des énergies renouvelables dans la Région du Liptako-Gourma*

Suite à la requête de financement que l'ALG a adressée à la BADEA en date 15/01/2013 pour le financement d'une étude de faisabilité technico-économique dudit programme, la BADEA par correspondance en date du

30 octobre 2013 avait marqué son intérêt pour financer cette étude en demandant des informations complémentaires.

Par la suite, la BADEA dans sa correspondance du 17 juin 2014, a informé l'ALG qu'elle lui accorde un montant ne dépassant pas quatre cent vingt mille dollars (420 000 US) pour le financement de cette étude de faisabilité.

L'accord de financement a été signé entre le Directeur Général de l'ALG et celui de la BADEA. L'ALG a engagé la procédure de recrutement du Consultant.

## 2.2.3 Dans le Domaine des Infrastructures et Communications

### 2.2.3.1 *Organiser la 8<sup>ème</sup> réunion du Comité de suivi de Programme de Désenclavement de l'ALG*

La 8<sup>ème</sup> réunion du Comité de suivi du programme de désenclavement de l'ALG, a eu lieu du 25 au 27 Février 2014 à Bamako en République du Mali. Elle a permis à l'ALG d'actualiser sa base de données en matière d'infrastructures.

Au cours de cette rencontre, un certain nombre de recommandations ont été formulées à l'endroit de l'ALG. Elles se résument à :

- collecter des informations au niveau des Etats et de l'ABN en vue de fédérer les initiatives sur les programmes de transport fluvial ;
- proposer un canevas de présentation des documents de réunions ;
- prendre en compte le tronçon Ansongo-Gao dans les études de faisabilité de la bretelle de chemin de fer Dori-Tambao-Ansongo ;
- prendre en compte la zone ouest du Burkina Faso dans le programme de navigation fluviale ;
- solliciter du Burkina la mise à leur disposition des études disponibles sur la bretelle de chemin de fer Dori-Tambao;
- associer aux projets de construction des routes principales, les projets ; de construction d'artères de transmission numérique en fibre optique ;
- initier un projet de réalisation d'un point d'échange internet (IXP) entre les Etats membres.

### *2.2.3.2. Programme prioritaire d'aménagement des routes secondaires inter-états*

Les actions en cours dans ce programme concernent la recherche de financement pour la réalisation des routes:

- Djibo – Boni (145 Km) entre le Burkina et le Mali ;
- Ouallam – Menaka (198 Km) entre le Niger et le Mali ;
- Sebba – Bolci – Kobadjé (169 Km) entre le Burkina et le Niger.

La BADEA a donné son accord de principe pour participer au financement du programme. Mais au regard du coût relativement important des travaux (environ 27 milliards F CFA), elle a souhaité que d'autres sources de financement puissent être prospectées. En l'occurrence, il s'agit de la BID, du Fonds Saoudien de Développement (FSD), du Fonds Koweïtien de Développement (FKD), du Fonds de Développement International de l'OPEC(OFID) et du Fonds d'Abou Dhabi(ADB).

Les requêtes ont été transmises à cet effet. Seul le Fonds Koweïtien a répondu pour signifier que pour ce qui est de l'année 2014, il avait déjà des engagements avec les trois Etats pris individuellement. Toutefois, il pourra étudier la requête à la demande individuelle des Etats.

Le Burkina Faso a envoyé sa requête. Celles du Mali et du Niger sont attendues.

### *2.2.3.3 Etude de faisabilité d'un programme d'amélioration de la navigabilité du fleuve Niger entre Mopti et Gaya*

L'objectif global visé par la réalisation de l'étude est de promouvoir le transport fluvial dans la Région du Liptako-Gourma et d'offrir un débouché sur l'océan Atlantique à travers le Nigeria jusqu'à Port-Harcourt.

L'ALG a obtenu depuis 2012 l'accord de principe de la BOAD pour financer les études de faisabilité du programme. Seul le Niger a introduit une requête à cet effet.

Les réactions du Mali et du Burkina sont toujours attendues malgré le rappel fait lors de la dernière réunion du Comité de désenclavement tenue du 25 au 27 février 2014 à Bamako.

#### *2.2.3.4 Etudes de faisabilité d'un programme de Transport Rural*

Le programme de Transport Rural fait partie des programmes élaborés dans le cadre de l'Appui Institutionnel de la BAD. A la requête des partenaires, des TDR avaient été élaborés au niveau de l'ALG et transmis aux Etats pour observations.

Les Etats ayant réagi, le document a été finalisé et soumis au financement de la BIDC, de la BOAD et de la BAD. La BIDC a marqué son intention de participer seulement à la mise en œuvre du programme lorsque les études seront réalisées.

#### *2.2.3.5 Etudes de faisabilité d'un programme de chemin de fer des mines : Bretelle Dori-Tambao-Ansongo*

Sur instruction de la Conférence des Chefs d'Etat, il s'agit pour l'ALG de contribuer au désenclavement de la Région du Liptako-Gourma et au renforcement des infrastructures de la boucle ferroviaire en projet.

Un projet de termes de références a été élaboré au niveau de l'ALG et transmis aux Etats pour observations. Le Burkina Faso et le Niger ont enrichi les TDRs.

C'est ainsi que l'ALG a été informée qu'au niveau du Burkina Faso, l'étude et la construction du tronçon Dori-Tambao est pris en compte dans le cadre d'un protocole d'accord signé le 31 juillet 2014 entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et des partenaires privées. Par conséquent, les termes de références ne doivent prendre en compte que le tronçon Tambao-Ansongo.

Le Mali n'a pas réagi officiellement mais a souhaité lors de la deuxième rencontre des Ministres en charge de la Géologie et des Mines tenue à Niamey du 24 au 26 septembre 2014, que la bretelle soit prolongée jusqu'à Gao, voire Tombouctou en passant par Bourem.

La Direction Générale de l'ALG a demandé au Mali de lui transmettre une requête officielle pour une éventuelle prise en compte de cette modification.

### *2.2.3.6 Etudes de faisabilité d'un programme de promotion des Technologies de l'Information et des Communications dans la Région du Liptako-Gourma*

Depuis 2011, l'UIT a marqué sa disponibilité pour accompagner ce processus en recommandant toutefois à l'ALG de s'approprier les études menées par la CEDEAO et l'UEMOA. C'est ainsi que l'ALG a eu une rencontre de travail avec la Commission de l'UEMOA autour des projets inscrits dans le plan d'actions du programme de promotion des TIC dans l'espace communautaire.

Les deux parties ont émis le souhait d'œuvrer ensemble pour la réalisation de deux projets. Dans le but de donner un coup d'accélérateur au processus, l'ALG a adressé une correspondance à l'UEMOA pour solliciter l'organisation d'une seconde rencontre en vue de faire le point des avancées enregistrées mais aussi pour créer un cadre de concertation permanent à même de booster cette dynamique.

La rencontre a finalement eu lieu le 16 octobre 2014. L'ALG a été édifiée sur le fait que l'UEMOA n'a pas pu mobiliser les fonds nécessaires pour la mise en œuvre des projets.

## **2.2.4 Dans le Domaine de l'Industrie et des Mines**

### *2.2.4.1 Rencontre des Ministres en charge de la géologie et des mines*

La deuxième rencontre des Ministres en charge de la géologie et des mines des Etats membres de l'ALG s'est tenue du 24 au 26 septembre 2014 à Niamey, au Niger.

Cette rencontre a été une occasion pour les experts de procéder à un examen de la mise en œuvre des recommandations des rencontres antérieures. La session ministérielle a quant à elle, validé le rapport de la réunion des experts et formulé les recommandations suivantes :

A l'endroit de l'ALG

- mener une étude sur les déperditions d'or produit par l'orpaillage dans les Etats membres de l'ALG ;

- accélérer la recherche de financement pour la réalisation de l'étude de création d'ateliers-écoles ;
- mettre l'accent sur le désenclavement en particulier les bretelles de chemin de fer en insistant sur la création des gares intermédiaires.

A l'endroit des Etats

- mener une réflexion pour une harmonisation de la réglementation minière des Etats.

#### *2.2.4.2 Etudes de faisabilité d'un projet de création d'ateliers-écoles en vue de l'amélioration de l'exploitation minière à petite échelle*

Par la correspondance N°CTY/CD3/14/1524 en date du 06 Mai 2013, la BID a notifié son engagement à financer, sous forme de dons, l'étude de faisabilité du projet pour un montant de 58 000 \$US.

La dernière réunion des services géologiques et miniers, tenue à Niamey du 24 au 26 septembre 2014, a recommandé à l'ALG d'accélérer la recherche de financement de l'étude qui devrait répondre à la réflexion en cours sur les solutions alternatives à l'utilisation des produits dangereux dans les exploitations artisanales et à petite échelle.

#### *2.2.4.3 Projet d'Assistance technique du Royaume du Maroc à l'ALG dans le domaine des mines.*

La Banque Islamique de Développement (BID), en fonction de la disponibilité des dons, a promis d'étudier la possibilité d'octroyer au cours de cette année le financement pour ce projet.

#### *2.2.4.4 Projet d'étude de la faille de Markoye : implication métallogénique et hydrogéologique*

Des correspondances ont été adressées aux ministères des mines des Etats membres de l'ALG depuis décembre 2012, afin d'obtenir des informations actualisées pour finaliser les termes de références du projet.

Il est attendu du Niger un envoi officiel des informations permettant de finaliser les termes de référence dudit projet pour évoluer vers les recherches de financement.

#### *2.2.4.5 Projet cartographie géologique et prospection minière au nord du 14<sup>ème</sup> parallèle dans la Région du Liptako-Gourma*

Il est attendu du Niger un envoi officiel des informations permettant de finaliser les termes de référence dudit projet pour évoluer vers les recherches de financement.

#### *2.2.4.6 Projet de levé géophysique aéroporté sur l'ensemble des territoires des trois Etats membres de l'ALG*

Ce projet est issu de la réunion des services géologiques et miniers tenue à Bamako du 18 au 20 mars 2012. La dernière rencontre des Ministres en charge de la Géologie et des Mines, tenue à Niamey du 24 au 26 septembre 2014, a recommandé aux Etats d'envoyer à l'ALG l'état des lieux pour ce qui concerne la couverture géophysique.

Cela aura pour avantage d'avoir une vision générale du travail à faire pour ce projet et facilitera la synergie de travail entre l'ALG et l'UEMOA qui dispose du même projet à l'échelle communautaire dans son répertoire.

### **2.2.5 Au titre de la Gestion Courante**

Les activités courantes se résument aux tâches quotidiennes menées pour assurer un fonctionnement adéquat de la Direction Générale.

#### *2.2.5.1 Suivi des dossiers au niveau des Etats membres*

En vue de faire le point de l'état de mise en œuvre de l'ensemble des instructions et recommandations avec les Ministères en charge des dossiers au niveau des Etats, L'ALG a organisé une mission circulaire de suivi, respectivement du 10 au 14 juin 2014, à Niamey, du 16 au 20 juin 2014, à Bamako et du 07 au 11 juillet 2014 à Ouagadougou.

Avec les Ministères en charge de l'Elevage, les échanges ont porté sur (i) la clôture du programme « Elevage » sur financement BID, (ii) l'élaboration d'un second Programme de Développement de l'Elevage, (iii) l'évaluation de l'Ouvrage de franchissement entre Sebba et Bangaré et (iv) la formulation d'un programme régional de gestion intégrée des ressources et équipements pastoraux en zone transfrontalière.

L'état d'avancement des travaux de construction des marchés à bétail dans le cadre de la Convention d'agence d'exécution avec l'UEMOA a également été fait.

Avec ceux en charge de l'Agriculture, il s'est agit de la prorogation de la date de clôture du projet PV au 31 décembre 2014, de la sensibilisation de la BADEA pour un traitement diligent des dossiers en instruction et le financement éventuel du second projet en cours de formulation et, la tenue de la réunion du Comité Technique de Lutte Antiacridien.

Au niveau des secteurs de l'hydraulique, la formulation du Projet d'Hydraulique Villageoise et Pastorale, ALG III, volet Niger, ALG II, volet Mali, a été boostée, tant les besoins des populations sont énormes en la matière.

Avec les secteurs des mines, les échanges ont porté sur l'organisation à Niamey, dans la troisième décade de septembre 2014, de la rencontre des Ministres en charge des mines autour des recommandations de la dernière réunion des ministères en charge de la géologie et des mines tenue à Bamako en mars 2012.

Avec ceux en charge de l'Equipement, l'évolution des dossiers relatifs à la navigabilité du fleuve Niger et à la bretelle de chemin de fer Tambao-Ansongo-Gao, a été abordée.

Enfin, avec les Ministères en Charge de la Planification, le positionnement de l'ALG pour bénéficier des initiatives en cours sur le programme sahel et la rencontre des experts des Etats en charge de la programmation des investissements ont été passés en revue.

L'étape de Niamey a été mise à profit pour faire le point des contributions du Niger au budget de fonctionnement et de la coopération avec l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).

#### *2.2.5.2 Gestion du personnel*

Les activités menées ont concerné essentiellement :

- le traitement des salaires ;
- les préparations des états et de la fiche de paie ;
- l'archivage des documents afférents à la paie ;

- la mise en œuvre des dossiers individuels et du fichier du personnel ;
- le renouvellement de certains contrats dont la date est arrivée à expiration ;
- le traitement des dossiers de la contribution sociale ;
- la rédaction des décisions (engagement temporaire) ;
- l'établissement des bulletins de présences au profit des agents ;
- la gestion des frais médicaux.
- l'élaboration du projet de situation du personnel ;
- l'organisation de la visite médicale annuelle.

La visite médicale s'est effectuée les 25 et 26 mars 2014 et a concerné vingt neuf (29) agents sur trente neuf (39). Aucune maladie professionnelle ou à caractère professionnelle n'a été signalée ; Par contre, une visite des lieux de travail a permis de constater que la luminosité dans les bureaux n'est pas adéquate. Des solutions sont envisagées en vue de revoir les rideaux et l'éclairage dans les bureaux.

Pour ce qui est du remboursement des frais médicaux, il s'est fait de façon régulière avec une nouvelle organisation mise en place, notamment, le traitement mensuel des dossiers par une commission d'examen.

Quant aux avancements du personnel, cela a concerné dix (10) agents dont deux (02) cadres A. Cependant, il y a lieu de signaler qu'un cadre à épuiser tous les échelons de la catégorie A et ne peut plus avancer, aussi est-il nécessaire de revoir la grille salariale.

Par ailleurs, un projet de plan de formation 2014 a été élaboré. Ce plan s'est focalisé sur les formations transversales avec comme particularité, la priorité aux agents des catégories B, C et D. Les thèmes proposés sont relatifs au management, à la gestion financière et humaine, à la gestion des courriers et au recyclage des chauffeurs.

D'autres actes de gestion individuels ont été pris et concernent essentiellement :

- ✓ la désignation de Monsieur KOITA Aly comme intérimaire de l'Auditeur Interne ;
- ✓ la décision de départ définitif de Mr CISSE Ardjouma, chef SIM ;

- ✓ les décisions de départ à la retraite, de paiement d'indemnité compensatrice de congés payés et de l'indemnité de départ définitif au profit de Madame FOFANA/KOLLO Abibata ;
- ✓ les décisions de départ définitif, de paiement d'indemnité compensatrice de congés payés et de l'indemnité de départ définitif au profit de Monsieur SADOU Seydou ;
- ✓ Les décisions de départ définitif et de paiement d'indemnité de départ définitif au profit de Madame OUEDRAOGO/TIEMTORE Aïssatou, suite à sa démission ;
- ✓ Le recrutement du personnel de gardiennage au nombre de deux (02), pour renforcer la sécurité au sein de l'ALG.
- ✓ Les décisions d'octroi de titres de voyage pour jouissance de congé au profit de deux agents expatriés.

Enfin les lettres de mission et fiches d'indication des attentes des agents ont été élaborées. L'absence de définition claire, au préalable, des attributions et du profil lié aux postes de travail a été l'une des difficultés dans le cadre de l'élaboration des fiches d'indication des attentes.

### *2.2.5.3 Gestion financière*

#### a) Dépenses

A la date du 31 décembre 2014, le taux d'exécution du budget de fonctionnement de l'ALG est de **61,34%** en dépenses, soit un montant de **340 157 941 F CFA**, Ce taux ne tient pas compte du montant du financement des investissements au titre du PTI 2014.

Le taux d'exécution varie d'une rubrique à une autre. La rubrique « dépenses d'investissement » n'a pas un taux d'exécution.

Le faible niveau d'exécution de ces dépenses s'explique en grande partie par le non recouvrement de l'ensemble des contributions des pays membres. Cette situation a pour conséquence :

- une mise en œuvre difficile du programme d'activités de la Direction Générale ;
- des difficultés de fonctionnement et,
- une dette sociale et fournisseur importante.

Le tableau ci-dessous donne la situation par grande rubrique du taux d'exécution des dépenses à la date du 31 décembre 2014.

**Tableau N°02 : Synthèse des dépenses de fonctionnement**

Désignation	prévision initiale	Total 1er trimestre	Total 2ème trimestre	Total 3ème trimestre	Total 4ème trimestre	Total	Taux d'exécution
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	504 509 660	68 979 755	91 112 171	87 483 808	92 232 207	339 807 941	67,35%
<i>charges du personnel</i>	207 409 660	42 957 099	44 149 891	55 426 717	45 760 495	188 294 202	90,78%
<i>matières et fournitures consommées</i>	36 500 000	5 311 365	6 982 049	9 559 629	6 227 293	28 080 336	76,93%
<i>Services extérieurs</i>	245 600 000	20 050 991	30 281 103	20 651 862	39 057 759	110 041 715	44,81%
<i>Transport consommés</i>	15 000 000	660 300	9 699 128	1 845 600	1 186 660	13 391 688	89,28%
<b>Dépenses d'investissements et d'équipement</b>	50 000 000	350 000	-	-	-	350 000	0,70%
<i>Provision pour apurement du passif</i>	-	-	-	-	-	-	0,00%
<b>Total</b>	<b>554 509 660</b>	<b>69 329 755</b>	<b>91 112 171</b>	<b>87 483 808</b>	<b>92 232 207</b>	<b>340 157 941</b>	<b>61,34%</b>

#### b) Recettes

Au titre des recettes, le taux de recouvrement est de **63,41%**, soit un montant de **351 642 090 F CFA**. Ce taux ne tient pas compte du montant du financement des investissements au titre du PTI 2014.

Les taux de recouvrement varient entre 17,70% et 66,67%. La justification des taux par grande masse de recette se présente comme suit:

- pour la contribution des pays membres, seulement deux pays se sont acquittés de leurs obligations pour la gestion 2014, d'où le taux de 66,67% ;
- pour ce qui concerne les produits de location, notamment le deuxième niveau, les négociations avec l'UEMOA ont été rompues, ce qui explique que le bâtiment n'a pas eu de preneur au début de l'année comme prévu. Au mois d'avril un contrat a été signé avec Bagré Pôle pour un loyer mensuel de 4 000 000 F CFA au lieu de 5 000 000 F CFA comme initialement prévu dans le budget;
- pour les recettes relatives à la « commission de gestion des projets » le taux de 48,63% s'explique par le fait que la convention n'est pas

encore achevée, le décaissement étant fait proportionnellement à l'exécution de la convention.

- Les autres produits HAO n'ont connu qu'un taux de recouvrement de 17,70%, dû au fait que le matériel proposé pour la réforme n'a pas intéressé le personnel.

Le tableau ci-dessous donne la situation de recouvrement des recettes à la date du 31 décembre 2014.

**Tableau N°03 : Situation des mobilisations des recettes**

Chapitres & Articles	Libellés	Prévisions	Recouvrements	Taux de recouvrement
<b>Chapitre 1</b>	<b>Subventions des Etats-membres</b>			
Article 1	Burkina	149 003 220	149 003 220	100,00%
Article 2	Mali	149 003 220	149 003 220	100,00%
Article 3	Niger	149 003 220	-	0,00%
<b>Sous-total 1</b>		<b>447 009 660</b>	<b>298 006 440</b>	<b>66,67%</b>
<b>Chapitre 2</b>	<b>Produits HAO</b>			
Article 1	Recettes des exercices antérieurs	-	-	#DIV/0!
<b>Sous-total 2</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>#DIV/0!</b>
<b>Sous-total 1 + 2</b>		<b>447 009 660</b>	<b>298 006 440</b>	<b>66,67%</b>
<b>Chapitre 3</b>	<b>Produits de Locations immeubles</b>			
Article 1,2,3	Location immeuble	60 000 000	32 000 000	53,33%
Article 4	Location salles de réunion	16 000 000	10 182 500	63,64%
			0	
<b>Sous-total 3</b>		<b>76 000 000</b>	<b>42 182 500</b>	<b>55,50%</b>
<b>Chapitre 4</b>	<b>Commissions de gestion des projets et programmes</b>			
		19 000 000	9 240 000	48,63%
<b>Sous-total 4</b>		<b>19 000 000</b>	<b>9 240 000</b>	<b>48,63%</b>
<b>Sous-totaux(1+2+3+4)</b>		<b>542 009 660</b>	<b>349 428 940</b>	<b>64,47%</b>
	<b>Report</b>	<b>542 009 660</b>	<b>349 428 940</b>	<b>64,47%</b>
<b>Chapitre 5</b>	<b>Autres produits HAO</b>			

Chapitres & Articles	Libellés	Prévisions	Recouvrements	Taux de recouvrement
Article 1	Subventions			
Article 2	Dons			
Article 3	Legs			
Article 4	Produits de cession d'actifs	11 000 000	2 212 150	20,11%
Article 5	Intérêt DAT		0	
	Vente DAO	1 500 000	0	
<b>Sous-total 5</b>		<b>12 500 000</b>	<b>2 212 150</b>	<b>17,70%</b>
<b>Chapitre 6</b>	<b>Emprunts</b>	-	-	-
<b>Sous-total 6</b>		-	-	-
Article 1		-	-	
<b>Total recette budgétaire</b>		<b>554 509 660</b>	<b>351 641 090</b>	<b>63,41%</b>
Contribution budget Programme Elevage		-	-	
Contribution budget Projet protection des végétaux		-	-	
<b>Total général</b>		<b>554 509 660</b>	<b>351 641 090</b>	<b>63,41%</b>

## 2.3. Coopération avec les Partenaires

### 2.3.1 Coopération avec l'UEMOA

Le partenariat avec l'UEMOA s'est poursuivi à travers la clôture de la Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée 2011 et la mise en œuvre des Conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée 2012 et 2014.

En rappel, au titre de la Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée 2011, il s'est agit des réalisations suivantes :

#### Sites au Burkina Faso :

- travaux de raccordement au système d'adduction d'eau potable de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) du marché à bétail de Dori ;
- réalisation d'un (01) forage positif à pompe manuelle VOLANTA avec abreuvoirs pour le marché à bétail de Pétégoli.

#### Sites au Niger :

- construction d'un (01) abri en matériaux définitifs de 2,80 x 3,30 pour la pompe du marché à bétail de Torodi ;
- construction d'un (01) quai d'embarquement du marché à bétail de Torodi ;
- construction d'un (01) quai d'embarquement du marché à bétail de Gothèye ;
- construction d'enclos gros bétail et petits ruminants pour le marché de Téra.

La réception définitive des travaux a été prononcée en septembre 2013 et l'ALG a produit et transmis à la Commission de l'UEMOA, un rapport d'achèvement en juin 2014.

Au titre de la Convention 2012, les activités menées ont concerné les réalisations des travaux et les activités de suivi-contrôle par les Maîtres d'œuvre et le maître d'ouvrage délégué.

Relativement aux travaux, il s'est agit :

- de l'acquisition et de l'installation des équipements spécifiques au profit de l'Abattoir de Dori ;

- de la construction des marchés à bétail de Koro (Mali) et Balleyara (Niger) ;
- de la réhabilitation des marchés à bétail de Niangoloko (Burkina Faso) et Sikasso (Mali).

En relation avec la Commission de l'UEMOA, les réceptions provisoires des sites de Koro, Sikasso au Mali et, Niangoloko au Burkina Faso, ont été prononcées respectivement les 16, 17 et 20 juillet 2014.

Les travaux sur les sites de Dori et de Ballayera ont été réceptionnés provisoirement dans les mêmes conditions que précédemment, respectivement le 24 et le 26 novembre 2014.

Au titre de la Convention 2014, il s'agit de la construction de marchés à bétail comprenant :

- Aménagement d'une aire de trois (3) hectares, clôturée en parpaing ou en tuyau métallique ;
- Construction d'abreuvoirs
- Rampe d'embarcation ;
- Un (1) magasin de stockage ;
- Trois (3) hangars de négoce ;
- Box pour gros ruminants ;
- Box pour petits ruminants ;
- Un (1) parc de vaccination ;
- Un (1) bloc administratif et vétérinaire ;
- Un (1) logement pour l'agent d'élevage ;
- Un (1) logement de gardien ;
- Deux (2) latrines ;
- Un (1) forage.

sur les sites de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), de Kadiolo (Mali) et de Téra (Niger).

Les Maîtres d'œuvre chargés du suivi et du contrôle des travaux et les Entreprises chargées de la réalisation des travaux ont été recrutés.

Le lancement effectif des travaux est intervenu le 13 décembre 2014 sur l'ensemble des sites, pour un délai d'exécution de trois (3) mois.

### ***2.3.2 Coopération avec la CEDEAO***

Sur invitation du Président de la Commission de la CEDEAO, l'ALG a participé le lundi 26 mai 2014 à la rencontre de concertation sur la Stratégie Sahel de la CEDEAO.

La délégation de l'ALG a mis son séjour à profit pour s'enquérir de l'état d'avancement d'un certain nombre de dossiers en instruction auprès des services de la Commission, notamment l'octroi de la subvention de la CEDEAO à l'ALG pour la mise en œuvre du projet pilote de coopération transfrontalière de la zone SKBO. Elle a rencontré le Commissaire chargé du Commerce, des Douanes et de la libre Circulation, celui des politiques macro-économiques et a été reçu en audience par le Président de la Commission.

Relativement au projet pilote de coopération transfrontalière de la zone SKBO La subvention de la CEDEAO a été reçue. L'ALG attend de la CEDEAO, la clé de répartition de la subvention par activité.

L'audience avec le Président de la CEDEAO a permis le renforcement de la coopération entre les deux Institutions. En particulier, l'ALG a été intégrée au sein du Secrétariat technique de la Plateforme de coordination de la Stratégie Sahel de la CEDEAO. C'est à ce titre, qu'elle a participé à la 3<sup>ème</sup> réunion de concertation Internationale sur le Sahel, le 09 octobre 2014, à Washington, en marge des Assemblées Annuelles de la Banque Mondiale et du FMI.

Par ailleurs, la Coopération avec la CEDEAO a permis de retenir deux projets de l'ALG dans le document final du Programme Communautaire de Développement (PCD) de la CEDEAO. Il s'agit:

- du Projet Hydraulique villageoise et pastorale –volet Niger (ALG3) ;
- du Programme régional d'appui au développement décentralisé transfrontalier dans la Région du Liptako-Gourma.

### ***2.3.3 Coopération avec la Suisse***

Dans le cadre de l'assistance technique de la BAD, l'ALG s'est doté d'un Programme de gestion intégrée des ressources et équipements pastoraux en zones transfrontalières, dont l'objectif est de «Promouvoir le développement des zones frontalières par l'exploitation rationnelle et concertée des ressources pastorales».

Avec l'appui financier du Bureau Résident de la Coopération Suisse au Burkina Faso, et en étroite collaboration avec le Ministère en charge des Ressources animales du Burkina Faso et dans une démarche participative sous-régionale, l'ALG a élaboré la composante Burkina de ce programme, intitulé : « *Projet pilote de gestion intégrée des ressources et équipements pastoraux dans l'espace transfrontalier du Forage Christine* ».

Le coût global s'élève à **11 milliards 702 millions 630 milles francs CFA**.

Faisant suite à la requête de financement de l'ALG relative à la mise en œuvre de ce Projet, la Coopération Suisse a annoncé le 27 mai 2014, une contribution à l'ALG de 2.5 millions de franc Suisse (environ 1,5 milliards de FCFA).

Il appartient à l'ALG d'intéresser d'autres partenaires à ce projet afin de boucler le budget. Ainsi, le 13 novembre 2014, l'ALG a eu une réunion avec la coopération Suisse pour faire l'état d'avancement de la mobilisation des financements pour la mise en œuvre du projet.

A la suite de cette réunion, une note sur la mobilisation des ressources financières et les perspectives dans la mise en œuvre du projet a été élaborée et transmis à la Coopération Suisse.

#### ***2.3.4 Coopération avec la FAO***

Un accord de coopération technique a été signé entre la FAO et l'ALG en vue de la formulation d'un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la Région du Liptako-Gourma.

Cette coopération a connu un début d'exécution avec le recrutement de consultants pour mener l'étude sur financement de la FAO.

#### ***2.3.5 Coopération avec la France***

L'année 2014 a été marquée par la reprise du partenariat avec la coopération française, fruit des contacts établis depuis 2011.

L'évènement marquant de cette reprise a été la visite de courtoisie rendue par l'Ambassadeur de France au Burkina Faso au Directeur Général de l'ALG le 4 juillet 2014.

Au cours des échanges, l'Ambassadeur après avoir énuméré les domaines de concentration de la Coopération Française, a fait part de la volonté de la France de s'impliquer dans le cadre de l'ALG à la résolution des problèmes de développement et à la problématique « sécuritaire » dans la Région du Liptako-Gourma. A cet effet, il a informé de la disponibilité de la Coopération Française à mettre en œuvre un programme de coopération transfrontalière qui prendra en compte la dimension sécuritaire dans l'espace ALG.

Pour concrétiser cette coopération, l'Ambassade de France a envoyé un projet de lettre de mission pour l'affectation d'un Expert Technique International auprès de l'ALG, pour la formulation et la mise en œuvre d'un Projet d'Appui à la Coopération Transfrontalière au Sahel (PACTS).

La reprise du partenariat avec la coopération française est une opportunité qui ouvre de belles perspectives à l'ALG en matière de mobilisation de ressources financières de la coopération bilatérale pouvant servir à l'approvisionnement du Fonds de Développement du Liptako-Gourma. Par ailleurs, c'est une occasion d'ouverture vers d'autres bailleurs de fonds potentiels notamment l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne ainsi que d'autres partenaires bilatéraux.

### ***2.3.6 Diversification du Partenariat***

Des négociations ont été entamées avec la Coopération Allemande en vue du financement des études techniques pour le renforcement du plateau technique du Centre de santé transfrontalier **Ouarokuy-Wanian**.

En rappel, le Projet de renforcement du plateau technique et de désenclavement du Centre de Santé Transfrontalier Ouarokuy-Wanian fait partie des projets prioritaires du Projet Pilote de Coopération Transfrontalière de la Zone SKBO dont l'exécution a été confiée à l'ALG par la CEDEAO en vertu d'un Accord de Coopération.

L'ALG s'est d'abord investie dans l'élaboration d'un document de projet ayant fait l'objet d'un atelier de validation du 14 au 15 novembre 2013 à San (Mali) avec l'appui financier de la Coopération Suisse.

A la suite de cet atelier il a été recommandé à l'ALG de revoir la composante "Renforcement du plateau technique du CST" dans le sens de la construction

d'un bloc opératoire et d'un laboratoire d'analyses médicales. A cet, l'ALG a élaboré des TDR pour la réalisation des études techniques.

Les démarches entreprises auprès de la GIZ en vue de mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de l'activité, ont eu un écho favorable, en témoigne les annonces reçues pour le financement des coûts afférents à l'étude, notamment les missions de terrains et les honoraires du consultant.

D'autres actions ont été initiées principalement en direction de l'Agence d'Investissements des Nations Unies (UNCDF, ex-FENU) pour solliciter son appui financier en vue de l'exécution de certaines activités entrant dans le cadre de l'élaboration d'un plan stratégique de développement transfrontalier de la zone SKBO et l'organisation d'une rencontre des collectivités territoriales frontalières de ladite zone.

En ce qui concerne cette dernière activité, le Chef du Bureau Régional Afrique de l'Ouest de l'UNCDF, dans une correspondance adressée à l'ALG en date du 11 juin 2014, a annoncé l'octroi d'une subvention de 20 000 dollars à l'ALG pour le cofinancement de cette rencontre qui était initialement programmée pour se tenir au mois de juillet 2014 à Korhogo (Côte d'Ivoire).

S'agissant de l'élaboration du plan stratégique de développement de la zone, les discussions se poursuivent pour une participation de l'UNCDF à son financement à travers son Programme « Initiatives Transfrontalières de Développement Local » (LOBI) qui concerne la zone du Liptako-Gourma et la zone SKBO.

#### 2.4. Au Titre des Activités Ponctuelles

Sous la rubrique « Activités ponctuelles » sont logées les activités qui surviennent en cours d'année et qui ne sont pas expressément programmées. Elles s'effectuent généralement dans le cadre des relations avec les Etats membres et les partenaires privilégiés de l'ALG. Il s'agit entre autres de la participation aux réunions, manifestations et cérémonies officielles notamment celles organisées par le pays siège de l'ALG. Aussi, l'ALG a-t-elle participé aux rencontres suivantes :

- *Forum régional de haut niveau pour l'Afrique Sub-saharienne*, tenu les 27 et 28 janvier 2014 à l'Hôtel King Fadh Palace (ex Méridien) de Dakar, en République du Sénégal.

Le Forum de haut niveau avait pour objectifs d'évaluer la performance du Groupe de la BID durant les 40 dernières années au service des pays membres (forces, faiblesses et défis) et, de dégager les priorités nationales des pays membres pour les 10 années à venir en vue de l'alignement de la BID.

- *Atelier de restitution et perspectives du Projet Initiatives Transfrontalières de Développement Local (LOBI)* organisé les 26 et 27 février 2014 à l'hôtel Savana de Dakar (Sénégal) par l'UNCDF.

L'objectif de l'atelier est d'informer suffisamment les participants sur le projet LOBI ainsi que ses perspectives. A l'occasion, l'ALG a été retenue comme membre du groupe régional de travail sur le Projet LOBI aux côtés de l'UNCDF, de la CEDEAO et de l'UEMOA.

- *Atelier de lancement du projet « Eau pour la croissance et la pauvreté dans le sous bassin transfrontalier du Mekrou »* du 18 au 20 mars 2014 à Ouagadougou sur invitation de Ouest Africain de l'Eau (GWP/AO) ;
- *Atelier régional de validation du projet de directive pour le développement d'infrastructures hydrauliques en Afrique de l'Ouest* du 31 mars au 1er avril 2014, sur invitation du Centre de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO ;
- *Réunion de la task force sur le pastoralisme* organisée par le CILSS dans le cadre de l'appui et la facilitation pour la formulation d'un Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS), les 30 et 31 janvier 2014 à Ouagadougou ;
- *Réunion de concertation entre le Réseau Billital Maroobé (RBM) et ses Partenaires Techniques et Financiers* pour l'évaluation de l'exécution de leur PTBA 2013 et la planification des activités à prendre en compte dans leur PTBA 2014, les 11 au 12 mars 2014, à Niamey ;

- *Atelier de validation de l'étude pour la définition d'une stratégie et de programmes régionaux coordonnés de lutte contre la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB) au sein de l'UEMOA, du 05 au 07 février 2014 ;*
- *Le cadre de concertation C3SAHEL (Cellule de Coopération Décentralisée Transfrontalière des Collectivités Territoriales du Sahel) a été créé en mars 2011 dans le cadre de la coopération transfrontalière entre 9 collectivités territoriales de la Région du Liptako-Gourma que sont : les communes de Dori, Djibo, Gorom-Gorom et Sebba (Burkina Faso), la Région et la commune de Tombouctou, la commune de Gao (Mali) et les communes de Téra et Tillabéry (Niger).*

La rencontre a eu lieu les 16 et 17 juin 2014 à Dori sur financement de l'UNCDF dans le cadre de son programme LOBI/UEMOA et vise à créer les conditions de la relance du cadre C3SAHEL, étape pour la réalisation des projets d'investissements à caractère transfrontaliers au bénéfice de ces communes.

L'ALG accompagne aux côtés de la Commission de l'UEMOA et de l'UNCDF, cette dynamique de coopération transfrontalière des collectivités territoriales de la zone du Liptako-Gourma en apportant son appui technique et assistance juridique en la matière.

- *Atelier de validation du rapport provisoire de l'étude pour la mise en place d'un programme de Coopération Transfrontalière de l'espace UEMOA*

A l'invitation de la Commission de l'UEMOA, l'ALG a participé du 23 au 25 juin 2014 à l'atelier de validation du rapport provisoire de l'étude pour la mise en place d'un programme de coopération transfrontalière de l'espace UEMOA.

Ce programme vise le développement des espaces transfrontaliers dans une dynamique de coopération transfrontalière à travers l'identification des projets et programmes transfrontaliers portés par les acteurs locaux.

Le document présenté n'a malheureusement pas été validé par la réunion en raison de plusieurs insuffisances relevées. Au regard de l'importance du programme pour le développement des zones transfrontalières de l'espace

UEMOA, l'atelier a décidé de la mise en place d'un Comité de suivi de l'étude qui est composé de représentants de la Commission de l'UEMOA, des Etats membres et des PTF présents à l'atelier et de l'ALG.

- *Rencontre de haut niveau sur la Stratégie Sahel de la CEDEAO.*

Sur invitation du Président de la Commission de la CEDEAO, l'ALG a participé le lundi 26 mai à la rencontre de concertation sur la Stratégie Sahel de la CEDEAO.

La participation de l'ALG au plus haut niveau à cette rencontre a été bénéfique en plusieurs points, notamment :

- la prise en compte de l'ALG en tant que membre à part entière de la Plateforme de coordination pour la mise en œuvre de la Stratégie ;
  - la sollicitation du Président de la Commission de la CEDEAO pour que l'ALG présente des projets et programmes à intégrer dans la Stratégie ;
  - le renforcement de la coopération entre l'ALG et la CEDEAO pour en faire de l'ALG une agence d'exécution de la CEDEAO dans d'autres secteurs d'intervention de la CEDEAO.
- *Première réunion de coordination des projets AIEA du Sahel sur les eaux souterraines*

Sur invitation de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), l'ALG a pris part à la première réunion de coordination des projets AIEA du Sahel sur les eaux souterraines, tenue à Vienne en Autriche du 05 au 08 mai 2014.

La participation de l'ALG à cette réunion a été une opportunité de faire connaître ses préoccupations en matière de connaissance des aquifères de sa zone d'intervention. En effet, l'intérêt hydrogéologique de toutes les formations géologiques n'est pas encore clairement établi dans la Région du Liptako-Gourma.

- *Deuxième rencontre du Comité de pilotage du Forage Christine*

L'ALG a participé à la deuxième rencontre du Comité de pilotage du Forage Christine avec la Coopération Suisse le 27 mai 2014. Au cours de cette rencontre, la Coopération Suisse a réaffirmé son intention de contribuer au financement du projet à hauteur de 2.5 millions de franc Suisse.

La rencontre a également servi de cadre pour faire la mise au point des initiatives développées par l'ALG et le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques du Burkina pour le financement complémentaire dudit projet.

- *3<sup>ème</sup> Rencontre de haut niveau sur la Stratégie Sahel de la CEDEAO.*

Sur invitation du Président de la Commission de la CEDEAO, l'ALG a participé le 9 octobre 2014 à Washington, en marges des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, à la 3<sup>ème</sup> rencontre de concertation sur la Stratégie Sahel de la CEDEAO.

Cette rencontre a été l'occasion de présenter aux partenaires techniques et financiers, le plan d'actions de la Stratégie Sahel de la CEDEAO, élaboré avec la collaboration de l'ALG. A l'issue de la présentation, la rencontre a :

- apprécié les efforts fournis par la CEDEAO pour élaborer un document de qualité en un temps record,
- recommandé qu'avant toute adoption ou éventuelles annonces d'accompagnement de la part des Partenaires techniques et financiers, une rencontre de concertation et de mise en cohérence entre les initiatives développées dans le cadre du G5 et de la Stratégie de la CEDEAO soit organisée.

- *2<sup>ème</sup> Réunion du Mécanisme de coordination sous régionale(MSRC) de l'appui de l'ensemble du système des Nations unies en Afrique de l'Ouest*

Sur invitation du Bureau Sous Régionale de l'Afrique de l'Ouest de la CEA, l'ALG a participé du 20 au 21 novembre 2014 à Dakar, au Sénégal, à la seconde réunion du MCSR pour l'Afrique de l'Ouest, dont l'objectif principal a été son perfectionnement.

Pour ce faire, les participants ont formulé, en se fondant sur les conclusions de la première réunion du MCSR, un cadre de mise en œuvre pour les six domaines prioritaires définis précédemment et ont identifié un programme commun minimum d'activités. La réunion a aussi offert un cadre aux agences des Nations pour échanger des informations pertinentes sur les programmes et projets en cours avec les CER et les OIG de la sous-région pour plus de synergie et de collaboration.

A la suite des présentations et des discussions de groupe et en plénière, les participants ont émis un certain nombre de recommandations portant aussi bien sur l'actualisation des priorités nationales que sur le renforcement du MSCR.

- *1<sup>er</sup> forum International de l'environnement à l'intention des organismes de bassin*

Sur invitation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP), l'ALG a pris part au Premier Forum International de l'environnement à l'intention des organismes de bassin qui a eu lieu à Nairobi au Kenya du 25 au 28 novembre 2014.

L'objectif principal de ce premier Forum était de renforcer le rôle fondamental des organismes de bassin en matière de gouvernance environnementale.

Le Forum a été l'occasion pour les organismes de bassin du monde entier de partager leurs expériences sur le renforcement des structures de gouvernance, les mesures incitatives et les outils pour améliorer les modes d'opération, en particulier pour la mise en œuvre des différentes obligations environnementales et l'atteinte d'objectifs en faveur du développement durable.

La participation de l'ALG à ce Forum a été une opportunité de se faire mieux connaître par les différents acteurs participants à ce Forum.

- *6<sup>ème</sup> Session ordinaire du Comité de pilotage du projet d'aménagements hydro agricoles dans la région du Liptako-Gourma phase III extension (AHA ALG IIIE)*

L'ALG a participé le 19 décembre 2014 à la sixième session ordinaire du Comité de pilotage du projet d'aménagements hydro agricoles dans la région du Liptako-Gourma phase III extension (AHA ALG IIIE) dans la salle de réunion de l'ALG.

Cette session a permis d'examiner et d'adopter le projet de programme et de budget pour l'année 2015 (PTBA 2015).

### III. DIFFICULTES RENCONTREES ET CONCLUSION

La mise en œuvre du PDA 2014 est globalement satisfaisante au regard des acquis dans le sens du renforcement et de la diversification du partenariat qui offrent de nouvelles opportunités à l'ALG.

Toutes les rencontres statutaires ont été organisées à bonne date exception faite de la 51<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres prévue initialement au cours du dernier trimestre 2014 à Bamako. Par contre, les instructions du Conseil des Ministres relatives à la transformation de l'ALG, n'ont pas été conduites à terme et ont fait l'objet d'une reprogrammation.

Comme les années précédentes, de meilleurs résultats auraient pu être engrangés si la mise en œuvre du programme d'activités n'avait pas été marquée par des tensions de trésorerie du fait du non recouvrement intégrale des contributions des Etats au titre des années 2013 et 2014.

Cette situation pose une fois de plus l'épineux problème de financement des activités de l'ALG par les seules contributions des Etats membres qui se retrouvent en même temps sur plusieurs fronts prévisibles ou non. Il devient donc impérieux de mener la réflexion au plus haut niveau sur les modalités de financement du fonctionnement de l'ALG.

# ANNEXES

**Tableau 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations et tâches de la 50<sup>ème</sup> session du Conseil des Ministres**

Recommandations/tâches	Etat de mise en œuvre	Ecart
<p><b><u>Recommandation N°1</u></b> : relative à la tenue d'un Conseil des Ministres extraordinaire en vue d'examiner les résultats de l'audit structurel</p>	<p>Les documents suivants ont été élaborés et soumis à l'appréciation de l'ALG :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le projet de rapport d'audit structurel ;</li> <li>- l'avant projet de texte portant création de la nouvelle ALG ;</li> <li>- l'avant projet de texte relatif à l'organisation du secrétariat exécutif ;</li> <li>- l'avant projet de texte relatif au statut du personnel ;</li> <li>- l'avant projet de texte relatif au règlement financier de l'ALG.</li> <li>- l'avant projet de texte relatif au conseil des Ministres ;</li> <li>- l'avant projet de texte relatif au fonds de développement ;</li> </ul> <p>trois (3) ateliers d'examen des principaux documents ont été organisés au sein de l'ALG.</p>	60%
<p><b><u>Recommandation N°2</u></b> : relative à l'implication de l'ALG au processus de reconstruction des régions du Nord du Mali</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• un Tableau récapitulatif des programmes, projets et études au nombre de quinze (15) ;</li> <li>• un Plan d'actions a été soumis ;</li> <li>• une mission conjointe ALG/Etat Malien de suivi-évaluation du portefeuille de projets de l'ALG au Mali a été organisée</li> <li>• un plan d'action en vue de l'achèvement des activités des programmes et projets en cours a été élaboré ;</li> <li>• un rapport de mission a été établi.</li> </ul>	0%
<p><b><u>Recommandation N°3</u></b> : relative au positionnement de l'ALG en vue de bénéficier des fonds spéciaux dans le cadre du programme sahel</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à la 2ème rencontre de concertation de haut niveau sur la Stratégie Sahel de la CEDEAO.</li> <li>• la prise en compte de l'ALG dans le Secrétariat technique de coordination de la Plateforme de coordination pour la mise en œuvre de la Stratégie ;</li> </ul>	0%

Recommandations/tâches	Etat de mise en œuvre	Ecart
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• prise en compte de certains projets de l'ALG dans le plan d'actions de la stratégie.</li> <li>• Participation à la troisième réunion de Concertation Internationale sur le Sahel en marge des Assemblées annuelles de la BM et du FMI.</li> <li>• Implication de l'ALG dans la mise en œuvre du PACTS de la France.</li> </ul>	
<p><b><u>Recommandation N°3</u></b> : relative à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de communication</p>	<p>- Le dossier d'appel à candidature pour le recrutement d'un consultant a été élaboré en interne. Le processus a été mis en veilleuse et sera reprogrammé en 2015 sur ressources attendues au titre de l'année 2014.</p>	90%

**Tableau 2: Etat de mise en œuvre des activités programmées en 2014 au 31 décembre 2014**

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
<b>Composante Agriculture</b>				
<b>Evaluation du niveau d'atteinte des résultats intermédiaires des projets en cours</b>	L'efficacité de la gestion des projets et programmes est améliorée	- Mission de suivi-supervision du Projet de renforcement des moyens de protection des végétaux et des denrées stockées	La mission de suivi-supervision du projet s'est déroulée en février 2014. Les résultats de la mission ont permis d'actualiser les documents de travail de la rencontre des Ministres en charge de la Protection des végétaux et des denrées stockées.	0%
		- Rencontre des Ministres en charge de la protection des végétaux ;	La rencontre s'est tenue le 03 avril 2014 à Niamey, en République du Niger.  le Burkina Faso enregistre un taux de réalisation physique et financière respectivement de 93% et 60,39% ; le Mali 54% et 48,31%, le Niger 100% tant au plan physique que financier.  la session ministérielle, recommande :  - la prorogation du délai de décaissement au 31 décembre 2014 - l'élaboration d'un second projet - la dynamisation du Comité technique de coordination de la lutte antiacridienne - l'exploitation des nouvelles opportunités offertes par le G5	0%
				0%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunion du Comité de Coordination de la lutte antiacridienne</li>   <li>- Etudes de faisabilité des aménagements hydroagicoles dans la région du Liptako-Gourma</li> </ul>	<p>La rencontre, s'est tenue à Ouagadougou du 2 au 4 juillet 2014</p> <p>La rencontre a permis de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- faire le point de la mise en œuvre du Projet d'Urgence de Lutte contre le Criquet Pèlerin en Afrique ;</li> <li>- dresser le bilan de la Campagne 2013-2014 en matière de Lutte Anti acridienne ;</li> <li>- d'examiner le programme d'Activités de Lutte Antiacridienne pour la Campagne Agricole 2014-2015 ;</li> <li>- d'échanger sur les préoccupations issues des rencontres précédentes, notamment la Collaboration transfrontalière entre les équipes de prospection et d'intervention, la mutualisation des Moyens d'Intervention</li> </ul> <p>Le rapport d'APS a été validé par un atelier régional tenu les 22 et 23 avril 2014 ;</p> <p>L'élaboration du programme a fait l'objet d'une nouvelle requête de financement auprès de la BID</p>	60%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formuler un Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la Région du Liptako-Gourma</li>   <li>- Production et publication du bulletin mensuel phytosanitaire ;</li> </ul>	<p>L'équipe de consultants a été recrutée et les missions terrain de collecte de données se sont déroulées dans les trois pays.</p> <p>Le projet de rapport provisoire du Programme ainsi formulé a été déposé à l'ALG le 15 décembre 2014</p> <p>Le bulletin mensuel a été régulièrement produit de janvier à décembre 2014.</p>	<p>20%</p> <p>0%</p>
<b>Composante Elevage</b>				
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser la rencontre des Ministres en charge du Programme de Développement de l'élevage dans la Région du Liptako-Gourma</li> </ul>	<p>La 2ème rencontre des Ministres s'est tenue les 13, 14 et 15 mars 2014, à Ouagadougou,</p> <p>La rencontre a décidé de la clôture du Programme, de l'élaboration d'un nouveau programme qui tienne compte de l'élargissement de la zone d'intervention de l'ALG et a suggéré que la réalisation de l'Ouvrage de franchissement entre Sebba Burkina Faso) et Bangaré (Niger) soit confiée aux ministères burkinabè et nigérien en charge de l'équipement.</p> <p>Ella a aussi pris acte des avancées réalisées par l'ALG dans le cadre du Programme régional</p>	<p>0%</p>

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser la clôture du Programme de développement de l'élevage</li>   <li>- Elaborer un second Programme de développement de l'élevage</li> </ul>	<p>GIREP en zones transfrontalières un projet de rapport d'achèvement du Programme sur financement BID, a été produit et envoyé aux Etats pour amendements et enrichissement. Les réactions ont été enregistrées et la Direction Générale a finalisé ledit rapport.</p> <p>Les documents de base ont été examinés au cours d'un atelier régional tenu les 30 juin et 1er juillet 2014 en même temps que le projet de termes de référence en vue du recrutement d'un consultant pour réaliser l'étude de faisabilité du second Programme.</p> <p>Le Document de synthèse a été repris pour tenir compte des recommandations ;</p> <p>Une requête de financement a été adressée à la BID.</p>	<p>0%</p> <p>90%</p>
<b>Composante Environnement</b>				
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser l'étude de faisabilité d'un Programme transfrontalier de préservation des terres de cultures et de récupération des terres dégradées</li>   <li>- Réaliser l'étude de faisabilité d'un projet de promotion de la culture du dattier dans la Région du Liptako-Gourma</li> </ul>	<p>Le rapport diagnostic a été validé en août 2013.</p> <p>La formulation du Programme est en cours d'élaboration ;</p> <p>Les termes de référence de l'étude ont été élaborés</p>	<p>50%</p> <p>80%</p>

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
<b>Composante Hydraulique et Energie</b>				
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivre le Programme d'hydraulique ALG Burkina : Projet d'aménagements hydroagricoles du Liptako-Gourma phase III extension (AHA-ALG-IIIIE)</li> <li>- Suivre le Programme d'hydraulique ALG Niger</li> <li>- Programme d'hydraulique pastorale : Projet de Gestion Intégré des Ressources et Equipements Pastoraux en zones transfrontalières</li> </ul>	<p>Participation aux rencontres de suivi de l'état d'exécution du projet. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5ème réunion de chantier relative à l'exécution des travaux de construction des barrages et des périmètres irrigués de Ganzandouré, de Gourgou et de Ziou. qui s'est déroulée du 30 au 31 janvier 2014.</li> <li>- 5ème session ordinaire du Comité de pilotage du projet qui s'est tenue du 6 au 7 mars 2014, à Tenkodogo ;</li> <li>- 9ème réunion de chantier relative à l'exécution des travaux de construction des barrages et des périmètres irrigués de Gourgou et de Ziou le 30 mai 2014.</li> </ul> <p>Un avis à manifestation d'intérêt a été élaboré et transmis à la BOAD en vue des études technico économiques et d'impact environnemental</p> <p>La composante Burkina du projet a été formulée avec le concours financier du Bureau local de la Coopération Suisse. Les deux autres pays ont été invités à exprimer leurs</p>	<p>0%</p> <p>0%</p>

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme de promotion des énergies renouvelables dans la Région du Liptako-Gourma</li> </ul>	<p>préoccupations en de l'élaboration du programme régional.</p> <p>la Coopération Suisse a annoncé une contribution de deux millions cinq cent milles francs suisse (soit environ un milliard trois cent millions de FCFA). pour la période 2015-2017</p> <p>le financement mobilisé est d'environ 25% dont 13% au titre de la Coopération Suisse, et 11% au titre des contributions de l'Etat burkinabé et des bénéficiaires.</p> <p>la BADEA a marqué son intérêt pour financer cette étude pour un montant ne dépassant pas 420 000 dollars US pour le financement de cette étude de faisabilité.</p> <p>L'accord de financement a été signé entre le Directeur Général de l'ALG et celui de la BADEA.</p>	<p>60%</p> <p>50%</p>
<b>Composante Infrastructures et communications</b>				
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser la 8ème réunion du Comité de suivi de Programme de Désenclavement de l'ALG</li> <li>- Programme prioritaire d'aménagement des routes secondaires inter-états</li> </ul>	<p>La 8ème réunion du Comité a eu lieu du 25 au 27 Février 2014 à Bamako et a permis à l'ALG de renseigner sa base de données en matière d'infrastructures.</p> <p>La BADEA a donné son accord de principe pour participer au financement du programme et a souhaité que d'autres sources</p>	<p>0%</p> <p>70%</p>

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes de faisabilité d'un programme de chemin de fer des mines : Bretelle Dori-Tambao-Ansongo</li>   <li>- Etudes de faisabilité d'un programme de promotion des Technologies de l'Information et des Communications dans la Région du Liptako-Gourma</li> </ul>	<p>de financement puissent être prospectées.</p> <p>Un projet de termes de références a été élaboré au niveau de l'ALG et transmis aux Etats pour observations. Le Burkina Faso et le Niger ont enrichi les TDRs.</p> <p>Le Mali n'a pas réagi officiellement mais a souhaité que la bretelle soit prolongée jusqu'à Gao, voire Tombouctou en passant par Bourem.</p> <p>l'ALG et l'UEMOA ont émis le souhait d'œuvrer ensemble pour la réalisation de deux projets.</p> <p>Le 16 octobre 2014, l'UEMOA a informé l'ALG qu'elle n'a toujours pas reçu de financement</p>	<p>80%</p> <p>95%</p>
<b>Composante Industrie et Mines</b>				
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude pour la création d'ateliers-écoles dans les pays membres de l'ALG en vue de l'amélioration de l'exploitation minière à petite échelle ;</li> </ul>	<p>la BID a notifié son engagement à participer au financement de l'étude sous forme de dons, pour un montant de 58 000 \$US.</p> <p>l'ALG a été invité à accélérer la recherche de financement complémentaire de l'étude qui devrait répondre à la réflexion en cours sur les solutions alternatives à l'utilisation des produits dangereux dans les exploitations artisanales et à petite échelle</p>	60%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance technique du Royaume du Maroc à l'ALG dans le domaine des mines.</li> <li>- Projet d'étude de la faille de Markoye : implication métallogénique et hydrogéologique</li> <li>- Projet cartographie géologique et prospection minière au nord du 14ème parallèle dans la Région du Liptako-Gourma</li> <li>- Projet de levé géophysique aéroporté sur l'ensemble des territoires des trois Etats membres de l'ALG</li> <li>- Rencontre des Ministres en charge de la géologie et des mines</li> </ul>	<p>La BID, en fonction de la disponibilité des dons, a promis d'étudier la possibilité d'octroyer au cours de cette année le financement pour ce projet.</p> <p>Il est attendu du Niger un envoi officiel des informations permettant de finaliser les termes de référence dudit projet pour évoluer vers les recherches de financement.</p> <p>Il est attendu du Niger un envoi officiel des informations permettant de finaliser les termes de référence dudit projet pour évoluer vers les recherches de financement.</p> <p>Les informations sont attendues des Etats en vue de l'état des lieux pour ce qui concerne la couverture géophysique.</p> <p>La rencontre a eu lieu du 24 au 26 septembre 2014 à Niamey, au Niger.</p> <p>Les recommandations suivantes ont été formulées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mener une étude sur les déperditions d'or produit par l'orpaillage dans les Etats membres de l'ALG ;</li> <li>- accélérer la recherche de financement pour la réalisation de l'étude de création d'ateliers-écoles ;</li> <li>- mettre l'accent sur le désenclavement en</li> </ul>	<p>80%</p> <p>80%</p> <p>80%</p> <p>90%</p>

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
			<p>particulier les bretelles de chemin de fer en insistant sur la création des gares intermédiaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mener une réflexion pour une harmonisation de la réglementation minière des Etats.</li> </ul>	
<b>Gestion courante</b>	Les ressources sont gérées efficacement			
<b>Gestion Administrative</b>				
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi des dossiers au niveau des Etats membres</li> </ul>	<p>L'ALG a organisé une mission circulaire de suivi, respectivement du 10 au 14 juin 2014, à Niamey. du 16 au 20 juin 2014, à Bamako et du 07 au 11 juillet 2014 à Ouagadougou.</p> <p>Les échanges d'informations ont permis d'améliorer le traitement des dossiers aussi bien au niveau des Etats que de l'ALG.</p> <p>L'étape de Niamey a été mise à profit pour faire le point des contributions du Niger au budget de fonctionnement et de la coopération avec l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).</p>	0%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
		- Gestion du personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le traitement des salaires ;</li> <li>- les préparations des états et de la fiche de paie ;</li> <li>- l'archivage des documents afférents à la paie ;</li> <li>- la mise en œuvre des dossiers individuels et du fichier du personnel ;</li> <li>- le renouvellement de certains contrats dont la date est arrivée à expiration ;</li> <li>- le traitement des dossiers de la contribution sociale ;</li> <li>- la rédaction des décisions (engagement temporaire) ;</li> <li>- l'établissement des bulletins de présences au profit des agents ;</li> <li>- la gestion des frais médicaux.</li> <li>- l'élaboration du projet de situation du personnel ;</li> <li>- l'organisation de la visite médicale annuelle.</li> <li>- l'élaboration des contrats d'objectifs</li> </ul>	0%
<b>Gestion Financière</b>				
		- Dépenses	<p>A la date du 31 décembre 2015, le taux d'exécution du budget de fonctionnement de l'ALG est de 61,34% en dépenses, soit un montant de 340 157 941 F CFA, Ce taux ne tient pas compte du montant du financement des investissements au titre du PTI 2014.</p> <p>Le faible niveau d'exécution de ces dépenses</p>	39%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
		- Recettes	s'explique en grande partie par le non recouvrement de l'ensemble des contributions des pays membres.  Au titre des recettes, le taux de recouvrement est de 63,41%, soit un montant de 351 642 090 F CFA. Ce taux ne tient pas compte du montant du financement des investissements au titre du PTI 2014.	37%
<b>Renforcement de la coopération</b>				
<b>Coopération avec l'UEMOA</b>				
		- Mise en œuvre des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée	Au titre de la Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée 2011, après la réception définitive des travaux en 2013 et l'ALG a produit et transmis à la Commission de l'UEMOA, un rapport d'achèvement en juin 2014.  Au titre de la Convention 2012, les réceptions provisoires des travaux ont été prononcées. <ul style="list-style-type: none"> <li>• acquisition et de installation des équipements spécifiques au profit de l'Abattoir de Dori ;</li> <li>• construction des marchés à bétail de Koro (Mali) et Balleyara (Niger) ;</li> <li>• réhabilitation des marchés à bétail de Niangoloko (Burkina Faso) et Sikasso</li> </ul>	0%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
			<p>(Mali).</p> <p>Au titre de la Convention 2014, il s'agit de la construction de marchés sur les sites de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), de Kadiolo (Mali) et de Téra (Niger).</p> <p>Les Maîtres d'œuvre chargés du suivi et du contrôle des travaux et les Entreprises chargées de la réalisation des travaux ont été recrutés.</p> <p>Le lancement effectif des travaux est intervenu le 13 décembre 2014 sur l'ensemble des sites, pour un délai d'exécution de trois (3) mois.</p>	
<b>Coopération avec la CEDEAO</b>				
		- Mise en œuvre des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée	La subvention de la CEDEAO a été reçue. L'ALG est en attente de la clé de répartition par activité.	0%
		- Elaboration du plan d'actions de la stratégie sahel de la CEDEAO	L'ALG est membre du Secrétariat technique de la plateforme de coordination de la stratégie sahel de la CEDEAO.	0%
<b>Coopération avec la Coopération Suisse</b>				
		- Mise en œuvre des accords de coopération	Tenue régulière des concertations ;	0%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
			Contribution de la Coopération Suisse à l'ALG de 2.5 millions de franc Suisse (environ 1,5 milliards de FCFA) pour la mise en œuvre du projet de gestion intégrée des ressources et équipements pastoraux en zones transfrontalières-volet Burkina Faso.	
<b>Coopération avec la France</b>				
		- Diversification de partenariat	Reprise du partenariat avec la France ;  visite de courtoisie rendue par l'Ambassadeur de France au Burkina Faso au Directeur Général de l'ALG le 4 juillet 2014.  volonté de la France de s'impliquer dans le cadre de l'ALG à la résolution des problèmes de développement et à la problématique « sécuritaire » dans la Région du Liptako-Gourma.	0%
<b>Coopération avec l'Agence d'Investissements des Nations Unies (UNCDF, ex-FENU)</b>				
		- Diversification de partenariat	l'UNCDF a été sollicité pour l'élaboration d'un plan stratégique de développement transfrontalier de la zone SKBO et l'organisation d'une rencontre des collectivités territoriales frontalières de ladite zone.  l'UNCDF, a annoncé l'octroi d'une	0%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Ecart
			subvention de 20 000 dollars à l'ALG pour accompagner l'organisation de la rencontre des collectivités territoriales frontalières	

**Tableau 3 : Etat de mise en œuvre des activités hors programme au 31 décembre 2014**

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2014	Activités menées au 31 décembre 2014	Résultats obtenus au 31 décembre 2014	Durée de réalisation
<b>Renforcement du partenariat avec les Etats et les organisations et institutions</b>	Le partenariat avec les autres organisations et institutions est renforcé et diversifié	Participation aux rencontres, ateliers et tables rondes	L'ALG a participé à plus d'une trentaine de rencontres au cours desquelles elle a partagé son expérience en vue de se faire mieux connaître	Environ 140 jours
<b>Renforcement de la solidarité</b>	L'esprit d'équipe est renforcé	Dynamisation de la mutuelle des travailleurs	La mutuelle est fonctionnelle ; Les agents ont été assistés à l'occasion d'évènements sociaux ; Des opérations vires ont été organisées au profit des agents à des conditions avantageuses ; Des crédits ont été octroyés aux agents qui en ont exprimé le besoin	Environ 20 jours

